



CEA/DIF/ED/ISE

DO 6 09/01/19



19RRCJ000007

diffusé le : 09/01/19

ORGANISATION DE LA SECURITE SUR LES CHANTIERS DE BATIMENT ET DE GENIE CIVIL DU CEA/DAM Ile-de France

Date d'émission : 09/01/2019

Nombre de pages : 39

SYM S000U RCJ DIR 19000007 A

Avant toute utilisation de ce document, veuillez-vous assurer que vous disposez de la dernière version applicable en consultant la Liste d'Informations Documentées de l'ISE (LID_ED_ISE)

Le Directeur du CEA/DAM- Ile de France

Le Directeur Adjoint

J. BOUCHEZ

Pierre BOUCHET

FICHE DOCUMENTAIRE DAM

1 - ORGANISME EMETTEUR - Centre - DIF - Direction - ED - Département - ISE - Service - - Laboratoire -	2 - CLASSIFICATION - DO - -		
	3 - REFERENCE • •	- E.P - - Projet - - Contrat -	
• <u>IDENTITE du DOCUMENT</u>			
4 - NATURE Note	5 - IDENTIFICATION - SYM S000U RCJ DIR 19000007 A - DO 6 du 09/01/19	6 - DATE 09/01/19	7 - Nbre de PAGES 39
8 - AUTEUR(S) : CHRISTINE BOUTOILLE CALLEMART (RMOA)			
9 - TITRE : ORGANISATION DE LA SECURITE SUR LES CHANTIERS DE BATIMENTS ET DE GENIE CIVIL			
10 - RESUME : Ce document contient les prescriptions de sécurité de la Direction de centre CEA/DAM-Ile de France sur les chantiers de bâtiments et de génie civil.			
11 - DESCRIPTEUR(S) PROPOSE(S) : Organisation, Chantier BGC, Coordination Sécurité			

TABLEAU DES EVOLUTIONS		
EDITION	MOTIF ET NATURE DES EVOLUTIONS	DATE
A	Version initiale	09/01/19

ELABORATION DU DOCUMENT
<p>Ce document à été :</p> <ul style="list-style-type: none">• rédigé par Christine BOUTOILLE CALLEMART en tant que RMOA du centre DAM - Ile de France,• relu par Annick BEAUSSART ISE adj. du centre DAM-Ile de France.• relu et approuvé par Franck AMIOT ISE du centre DAM-Ile de France.

SOMMAIRE

1	OBJET ET DOMAINE D'APPLICATION	6
1.1	OBJET	6
1.2	DOCUMENTS APPLICABLES	7
1.3	DEFINITION D'UN CHANTIER DE BATIMENT ET/OU DE GENIE CIVIL.....	7
1.4	CATEGORIE D'OPERATION	8
2	ORGANIGRAMME SECURITE SIMPLIFIE AVEC LES ACTEURS IMPLIQUES	9
3	MODALITES D'OBTENTION DES AUTORISATIONS DE LA DIRECTION.....	11
3.1	AUTORISATION D'OUVERTURE D'UN CHANTIER DE BGC	11
3.2	AUTORISATION DE SORTIE DU REGIME DE CHANTIER DE BGC AVEC MISE EN EXPLOITATION DIRECTE OU PARTIELLE	12
3.3	AUTORISATION DE SORTIE DU REGIME DE CHANTIER DE BGC AVEC TRAVAUX COMPLEMENTAIRES, DE MONTAGE ET ESSAIS DE PROCEDES AVANT MISE EN EXPLOITATION	12
4	LES DOSSIERS DE DEMANDE D'AUTORISATION DE LA DIRECTION POUR L'OUVERTURE ET LA FERMETURE D'UN CHANTIER DE BGC	12
4.1	DOSSIER DE DEMANDE D'OUVERTURE D'UN CHANTIER DE BGC	12
4.2	DOSSIER DE DEMANDE DE FERMETURE D'UN CHANTIER DE BGC AVEC MISE EN EXPLOITATION DIRECTE DE L'OUVRAGE	13
4.3	DOSSIER DE DEMANDE DE FERMETURE D'UN CHANTIER DE BGC SUIVI DU MONTAGE AVEC MISE EN ESSAIS D'UN PROCEDE ET EXPLOITATION DIFFEREE DE L'OUVRAGE	13
4.4	DOSSIER DE DEMANDE DE FERMETURE PARTIELLE D'UN CHANTIER DE BGC ET DE MISE EN EXPLOITATION PARTIELLE.....	14
5	ORGANISATION CHRONOLOGIQUE DES DIFFERENTES PHASES CONDUISANT A L'OUVERTURE D'UN CHANTIER DE BGC	14
5.1	PHASE D'ETUDE ET DE CONCEPTION	14
5.2	PHASE D'INSTALLATION DE CHANTIER.....	16
5.3	PHASE DE REALISATION : OUVERTURE DU CHANTIER DE BGC	17
6	ORGANISATION DE LA SORTIE DU REGIME DE CHANTIER DE BGC	18
6.1	FERMETURE DU CHANTIER DE BGC ET MISE EN EXPLOITATION DIRECTE	18
6.2	PHASE DE MONTAGE ET D'ESSAIS DE PROCEDES AVANT MISE EN EXPLOITATION	18
6.3	FERMETURE PARTIELLE DU CHANTIER DE BGC AVEC MISE EN EXPLOITATION DIRECTE OU DIFFEREE.....	19
7	SYNTHESE DU PHASAGE D'UN CHANTIER BGC ET DES AUTORISATIONS DIRECTION.....	20
7.1	FERMETURE D'UN CHANTIER DE BGC AVEC MISE EN EXPLOITATION DIRECTE DE L'OUVRAGE.....	2020
7.2	FERMETURE D'UN CHANTIER DE BGC SUIVIE DU MONTAGE AVEC MISE EN ESSAIS D'UN PROCEDE ET EXPLOITATION DIFFEREE DE L'OUVRAGE	21
7.3	FERMETURE PARTIELLE D'UN CHANTIER DE BGC ET MISE EN EXPLOITATION PARTIELLE DE L'OUVRAGE	22
8	AUTORISATIONS EXTERNES REGLEMENTAIRES A OBTENIR PREALABLEMENT AU DEMARRAGE DU CHANTIER DE BGC	23
9	DOCUMENTS DE CHANTIER ET OBLIGATIONS REGLEMENTAIRES ASSOCIEES AU DEROULEMENT DU CHANTIER DE BGC	24
9.1	REGISTRE JOURNAL DE LA COORDINATION (RJC).....	24
9.2	PLAN GENERAL DE COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (PGCSPS)	24
9.3	DOSSIER D'INTERVENTION ULTERIEURE SUR L'OUVRAGE (DIUO)	25
9.4	COLLEGE INTER-ENTREPRISES DE LA SECURITE, DE LA SANTE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL (CISSCT).....	26
9.5	LA DECLARATION PREALABLE	26
9.6	INSPECTIONS COMMUNES DE DEMARRAGE ET COMPLEMENTAIRES	26
9.7	PLANS PARTICULIERS DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (PPSPS).....	27
10	AUTRES DISPOSITIONS	28
10.1	MAITRISE DES ASPECTS ENVIRONNEMENTAUX LIES A L'ACTIVITE DU CHANTIER DE BGC	28

10.2	INTERFERENCES AVEC LES ACTIVITES D'EXPLOITATION DU CENTRE.....	28
10.3	VERIFICATION DE LA BONNE APPLICATION DES DISPOSITIONS DE SECURITE SUR LE CHANTIER.....	29
10.4	VISITE DU CSPS ET DE L'ASCE SUR LE CHANTIER.....	29
10.5	AUTORITE DU CSPS ET DE L'ASCE SUR LE CHANTIER.....	29
10.6	TRAITEMENT D'EVENEMENTS EN PHASE DE REALISATION (CSPS ET ASCE)	30
11	ROLES ET MISSIONS DES ACTEURS EN MATIERE DE SECURITE	30
11.1	MOA / MOAD	30
11.2	MISSIONS DE L'INGENIEUR D'AFFAIRE DU PROJET	31
11.3	RMOA.....	31
11.4	ISE	31
11.5	CSE	32
11.6	LES ACTEURS SECURITE DES INSTALLATIONS DU CENTRE DIF	32
11.7	MOE	32
11.8	CSPS	33
11.9	ASCE	35
11.10	MISSION DE GARDIENNAGE.....	35
11.11	CT	36
11.12	CSSI	36
11.13	EEl	37
11.14	CPDS.....	37
11.15	CS	37
12	GLOSSAIRES & DEFINITIONS	38

1 OBJET ET DOMAINE D'APPLICATION

1.1 Objet

Le présent document décline la réglementation en vigueur, telle qu'elle est décrite dans le décret 94-1159 (du 26/12/1994), et donne le cadre général applicable, au CEA/DAM-Ile de France, dans le respect des prescriptions de DSSN, sur les sites de Bruyères-le-Châtel et de Moronvilliers. Il doit être adapté ensuite, en tenant compte des spécificités, sur les autres sites CEA, dont l'INBS-PN à Cadarache, ou hors CEA sur lesquels ce type d'opération est engagée par une Maîtrise d'Ouvrage Déléguée et/ou une Maîtrise d'Œuvre associée impliquant des salariés du Centre DIF.

Il présente la nature des opérations devant être conduites en chantier de Bâtiment et de Génie Civil (BGC), ainsi que les différentes catégories réglementaires de Chantier de BGC.

Il définit l'organisation de la sécurité à mettre en œuvre pour assurer la maîtrise des risques associés aux travaux réalisés en chantier de BGC. Cette organisation permet de garantir, lors des travaux et lors de l'exploitation de l'ouvrage réalisé, la sécurité des personnes, des biens et de l'environnement.

Il explique, pas à pas, de la conception à la mise en exploitation de l'ouvrage réalisé, les démarches à engager et les dispositions de sécurité à respecter (identification de risques, analyse des risques, expertises, contrôles de conformité...) pour que les acteurs concernés intègrent dès la phase conception :

- l'analyse préalable des risques et la mise en place des expertises et prestations adaptées contribuant à la maîtrise des risques générés par l'opération,
- la mise en place d'une coordination en matière de sécurité et de protection de la santé à l'intérieur du périmètre du chantier de BGC (gestion des co-activités et interférences interentreprises),
- la sécurité de l'ouvrage réalisé (vérification que la conception est conforme à la réglementation ainsi qu'aux règles et normes constructives en vigueur, que le « tel que réalisé » respecte la conformité des études de conception),
- le maintien de la sécurité dans les installations se trouvant dans les périmètres adjacents au chantier de BGC (coactivité des activités chantier avec la vie du site).

Par ailleurs, il précise :

- le rôle, les missions et les responsabilités des acteurs impliqués dans la conduite de chacune des phases de l'opération à réaliser,
- les documents de traçabilité qui doivent être tenus à jour conformément aux obligations réglementaires,
- les autorisations externes réglementaires à obtenir préalablement au démarrage du chantier.

Enfin, il définit :

- le contenu des dossiers qui doivent être rédigés et transmis à la Direction du Centre DIF afin que cette dernière puisse délivrer les autorisations internes associées aux différentes phases du chantier de BGC (ouverture, fermeture, montage/essais de procédé et mise en exploitation de l'ouvrage réalisé). Ces dossiers doivent permettre de démontrer à la Direction que l'organisation retenue, de la conception à l'exploitation, intègre bien tous les enjeux de sécurité et de sûreté, et qu'elle garantit la maîtrise de la protection des biens, des personnes et de l'environnement,
- les modalités d'obtention des autorisations internes de la Direction du Centre DIF.

1.2 Documents applicables

- [R 01] Code du Travail (notamment la 4e partie / Livre V et les Articles L4531-1 à L4535-12 et R45321 à R4535-13 du Titre 3 « Bâtiment et Génie Civil »).
- [R 02] Loi n° 93-1418 du 31/12/93 concernant la mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé et ses textes d'application.
- [R 03] Décret n°94-1159 du 26 décembre 94 relatif à l'organisation de la sécurité dans le cadre d'un chantier de bâtiment et de génie civil.
- [R 04] Décret n°2003-68 du 24 janvier 2003 relatif à la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment et de génie civil et modifiant le code du travail.
- [R 05] Décret 92-158 du 20/02/1992 (art. R.237-1 à 28) relatif aux opérations exécutées par une ou plusieurs entreprises dans l'établissement d'une entreprise utilisatrice.
- [R 06] Norme NF P 03-100. « Critères généraux pour la contribution du contrôle technique à la prévention des aléas techniques dans le domaine de la construction ».
- [R 07] Circulaire DAM n°416 du 23/06/2006 définissant les missions des ingénieurs de sécurité d'établissement (ISE) dans les centres DAM.
- [R 08] Note d'Instruction Générale n°613 du 26/02/2012 définissant l'organisation de la sécurité au CEA.
- [R 09] Circulaire MR n°5 du 13/10/2008 définissant les missions du Chef d'Installation.
- [R 10] Circulaire MR n°7 du 07/10/2009 définissant les missions de l'Ingénieur Sécurité d'Installation.
- [R 11] Circulaire MR n°3 du 02/07/2007- Finalisation d'un chantier sous décret 94-1159.
- [R 12] Circulaire MR n°4 du 11/06/2008 relative aux opérations de génie civil dans les installations nucléaires et son guide méthodologique.
- [R 13] Règlement intérieur de l'établissement du CEA/DAM-Ile de France à l'indice en vigueur.
- [R 14] Circulaire DJC/DCS n°96-02, Guide pour l'application dans les centres CEA de la loi n°93-1418 du 31/12/93 et de ses textes d'application relatifs aux opérations de BGC en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs.
- [R 15] Manuel de management de la DAM CEA/DAM/DQSCG DR 116 du 03/05/2017.
- [R 16] Note CEA/DAM/DQS DO20 du 02/02/2010 concernant la chaîne de responsabilité en matière de sécurité sur un chantier de BGC.
- [R 17] Guide de la CLS/CLSR MR/DPSN/SSC/SEC/RET/4.2/0156 du 29/03/2007.
- [R 18] Circulaire CEA/DIF/Y n° 40/2010 - Missions et attributions de la CSE à la DAM/DIF du 15/09/2010.
- [R 19] Procédure de fonctionnement et délivrance d'autorisation interne CEA/DIF/ED/CSE DO2 du 05/01/2016.
- [R 20] Procédure de fonctionnement de la CLS et CLVS de la DIF DO113 du 16/09/2011.
- [R 21] Note MR/DPSN/DIR 2014.197 relative à la nomination d'un RMOA.

1.3 Définition d'un chantier de bâtiment et/ou de génie civil

On entend par chantier de bâtiment et/ou de génie civil (CBGC), toutes les activités de conception, de construction ou de démolition de bâtiments, industriels ou non, mais aussi d'infrastructures telles que les voiries et/ou les réseaux divers nécessitant des fouilles ou des terrassements.

Les travaux entrant dans ces catégories sont :

- Pour le bâtiment :
 - Les travaux de terrassement ;
 - Les travaux de construction ;
 - Les travaux de démolition ;
 - Les travaux d'entretien et de rénovation qualifiés de « structurants » (touchant au gros œuvre, soit à la structure, soit au clos et couvert).
- Pour le génie civil :
 - Les travaux de génie civil industriel ;
 - Les travaux d'entretien et de rénovation qualifiés de « lourds » ;
 - Les travaux d'installations des centrales énergétiques, y compris les cheminées, les tours aéro-réfrigérantes, les sous-stations de chauffage, de ventilation, et de climatisation, les postes électriques HT/BT ;
 - Les travaux de création de stations d'incinération, de traitement de déchets et d'effluents industriels ;
 - Les travaux de voirie et de réseaux divers (eaux, assainissements...).

Sont exclus d'un CBGC les travaux suivants :

- L'entretien et la maintenance sur les réseaux en exploitation ;

- Le fauchage et l'élagage des arbres ;
- L'entretien des réseaux d'assainissement ;
- Le nettoyage des abords de bâtiments ;
- La réfection, l'entretien, et la maintenance quand les risques évalués sont négligeables ;
- L'exploitation, lorsque le risque est principal au regard des risques de co-activité ;
- Les travaux n'impactant pas le gros œuvre.

La décision de classer l'opération à réaliser en chantier de BGC s'entend dès lors que les trois conditions suivantes s'appliquent cumulativement :

- Les risques prédominants présents sur le chantier sont liés au gros œuvre (construction, démolition ou réhabilitation) ;
- A minima, deux entreprises distinctes (toutes catégories confondues) travaillent simultanément ou de façon successive ;
- Le périmètre de la zone chantier peut être physiquement clos : rendu autonome en fluides, en énergie, en traitement de ses effluents, vestiaires douches... .

Au CEA, l'organisation des chantiers BGC est déclinée dans la circulaire MR n° 03, mais également dans la circulaire MR n°04, et son guide méthodologique associé, pour ceux réalisés en installation nucléaire (INB, INBS, II et ICPE).

1.4 Catégorie d'opération

Les chantiers de BGC sont classés en trois catégories, en fonction du type d'opération à réaliser, de leur ampleur, de leur durée et du nombre d'entreprises concernées et présentes simultanément ou de façon successive. Ce classement est défini par ordre décroissant d'importance à l'article R 4532-1 du code du travail, selon le décret 94-1159.

Les différentes catégories de chantier BGC

Catégorie 1 : Opérations soumises à l'obligation de constituer un Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de travail par le CSPS (CISST, § 3.6) (Art. R4532-1).

Si le chantier doit dépasser un volume de 10 000 hommes-jours (Art. R4532-77) et que le nombre d'entreprises, travailleurs indépendants et entreprises sous-traitantes inclus, est d'au moins :

- dix entreprises pour les opérations de bâtiment,
- ou cinq entreprises pour les opérations de génie civil.

exemple : réhabilitation d'un restaurant d'entreprise, construction d'un bâtiment avec des activités spécifiques et diverses (tertiaires et bureaux).

Catégorie 2 : Opérations soumises à l'obligation de déclaration préalable (Cerfa 13630*02, § 3.5) (Art L4532-1 et R4532-2, R4532-3) ne relevant pas de la première catégorie.

Si :

- opération de plus de 500 hommes-jours
- ou chantier d'une durée supérieure à 30 jours ouvrés avec un effectif dépassant 20 travailleurs à un moment quelconque.

exemple : construction d'une chaufferie, extension d'un bâtiment.

Catégorie 3 : Opérations soumises à l'obligation d'établir un plan général de coordination simplifié en application des Art. R. 4532-52 et R. 4532-54 et autres opérations ne relevant pas des 1^{ère} et 2^{ème} catégories.

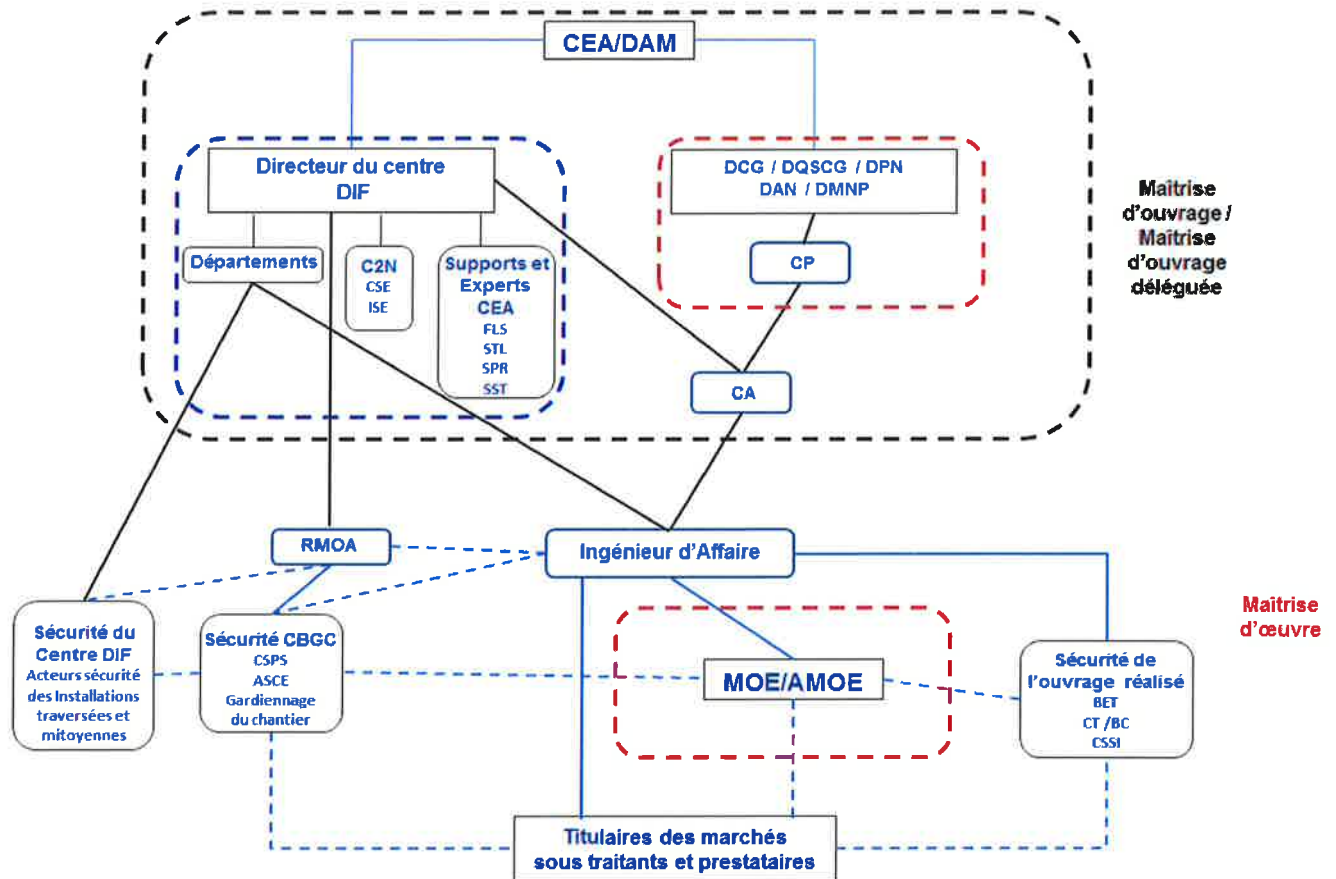
exemple : réhabilitation de bureaux, ou de locaux.

Exemple de calcul :

Nombre de jours ouvrés x nombre moyen de salariés, toutes entreprises confondues, présents par jour sur le chantier x nombre de mois.

Pour 10 salariés en moyenne et 3 mois de travail on aura : $20 \times 10 \times 3 = 600 \text{ h x j}$ qui équivaut à un chantier de niveau 2.

Le présent chapitre a pour objectif d'identifier les acteurs impliqués par l'ouverture d'un chantier de BGC sur un centre CEA. En complément des informations qui figurent dans le présent chapitre, le détail du rôle et des missions de chaque intervenant est consultable au chapitre 11.



Elle est assurée par une Direction d'objectif de la DAM. En son sein, le décideur du projet décide et finance le projet. Il désigne le Chef de Projet (CP) qui met en place les moyens financiers et humains adaptés. Il demande au Centre de désigner le Chargé d'Affaire (CA) du projet. Ce dernier s'appuie sur les Départements compétents du Centre pour désigner l'Ingénieur d'Affaire du projet.

L'Ingénieur d'Affaire de la MOA/MOAD

Il est identifié et désigné par les unités compétentes du Centre (DSTG, DSSI, DP2I,...). Il a en charge le pilotage du suivi de réalisation et de conformité de l'ouvrage à réaliser. Pour cela, il met en place les contrats des titulaires compétents : architecte et/ou entreprise de maîtrise d'œuvre (bureau d'ingénierie), entreprises des lots de travaux, des Contrôleurs Techniques (CT) et d'un coordonnateur du Système de Sécurité Incendie (CSSI). C'est le pilote opérationnel du projet.

Il est désigné par le Directeur du Centre DIF (ou conjointement avec la Direction d'objectif), dès la phase conception du projet (phase APS). Il organise la gestion de la sécurité du chantier. Il est le prescripteur technique des contrats de CSPS, d'ASCE et de gardiennage du chantier de BGC.

La Maîtrise d'Œuvre (MOE) :

Elle peut être interne CEA (STL, DP2I, DASE, DSSI,...). Dans ce cas, elle est désignée par la MOAD et s'appuie sur les compétences d'architecte, d'entreprises spécialisées en maîtrise d'œuvre (bureau d'ingénierie) et de Bureau d'Etude Technique (BET). La MOE peut également être externalisée et confiée à des entreprises spécialisées ou à l'entreprise titulaire du groupement d'entreprise en charge de la réalisation de l'ouvrage. La MOE peut avoir recours à une AMOE et à des BET.

Le Bureau d'Etude Technique

Terminologie qui regroupe les experts métiers missionnés par la MOA/MOAD auxquels doit se référer la MOE pour le dimensionnement et la solidité de l'ouvrage. Ils interviennent lors de la phase de conception pour établir les dimensionnements de l'ouvrage (résistance des matériaux, reprises de charges, tenues au sol, tenue aux séismes, expertise géotechniques, hydrologiques...). Les experts vérifient leur conformité de réalisation lors de la phase de réalisation.

Le Contrôleur Technique (CT) / Bureau de Contrôle (BC)

Lorsque la nature de l'ouvrage à réaliser le requiert, il contribue à la prévention des différents aléas techniques susceptibles d'être rencontrés dans la réalisation des ouvrages et, ceci, afin d'éviter tout sinistre. Il intervient à la demande de la MOAD afin de lui donner son avis sur les problèmes d'ordre technique définis dans le cadre de son contrat. Il assure également les vérifications réglementaires initiales des installations techniques créées avant leur première mise en service.

Le Coordonnateur du Système de Sécurité Incendie (CSSI)

Il garantit la conformité des installations face à la réglementation incendie pour des bâtiments spécifiques (ERP, IGH..) ou avec des risques particuliers (INB, INBS, ICPE, Laboratoire ou Animalerie, ...).

Les titulaires des marchés et leurs sous-traitants (EEI)

Entreprise Générale, ou Groupement d'Entreprises avec un mandataire principal, ou en corps d'état séparés. Elles sont en charge de la réalisation de la construction de l'ouvrage. Une personne au sein du groupement, ou par entreprise, devra être désignée comme interlocuteur du CEA, pour tout ce qui concerne l'hygiène, la sécurité, la protection de l'environnement sur le chantier.

Le Coordonnateur de la Sécurité et de la Protection de la Santé (CSPS)

Il assure la coordination de la sécurité et de la protection de la santé, sur le chantier de BGC, où sont appelés à intervenir plusieurs entreprises, aux fins de prévenir les risques résultant de leurs interventions simultanées ou successives. La présence d'un CSPS est une obligation réglementaire et il doit intervenir dès la phase d'étude ou de l'Avant-Projet Sommaire (APS). Le RMOA est le prescripteur technique de sa prestation.

L'Assistant Sécurité Chantier et Environnement (ASCE)

Il est présent au quotidien sur le chantier pour assurer la surveillance active du chantier, en matière de sécurité et d'environnement, en collaboration avec le CSPS, le RMOA et la MOE. Il doit être présent dès la phase de préparation du chantier.

Le Gardien du chantier de BGC

Au quotidien, il maîtrise les entrées et sorties, des seules personnes et véhicules autorisés à accéder au chantier. Chaque jour, il s'occupe de l'ouverture et de la fermeture du chantier.

La Cellule Sécurité d'Etablissement (CSE)

Elle participe à l'instruction des dossiers de demande d'ouverture et de fermeture du chantier de BGC conformément au Processus d'Autorisation Interne (PAI). Dans le cadre du chantier de BGC, elle réalise, pour le compte du Directeur notamment, le contrôle de second niveau relatif au respect des objectifs de sûreté et de préservation de l'environnement.

L'Ingénieur Sécurité d'Etablissement (ISE)

Comme la CSE, il participe à l'instruction des dossiers de demande d'ouverture et de fermeture du chantier de BGC conformément au PAI. Dans le cadre du chantier de BGC, il réalise, notamment pour le compte du Directeur, le contrôle de second niveau relatif au respect des objectifs de sécurité conventionnelle.

Les acteurs sécurité des Installations du centre DIF

Ils peuvent être sollicités à l'occasion de la mise en place et du déroulement du chantier de BGC. Leurs installations peuvent, en effet, être impactées lors des différentes phases du chantier et de certains travaux réalisés dans le cadre du Chantier de BGC. Ils participent, en lien avec le RMOA, à la maîtrise de la sécurité des périmètres traversés par les acteurs du chantier de BGC. Les opérations peuvent conduire à la rédaction de Plans de Prévention complémentaires spécifiques.

3 MODALITES D'OBTENTION DES AUTORISATIONS DE LA DIRECTION

Le Directeur de Centre doit donner son autorisation pour l'ouverture et la fermeture d'un chantier de BGC et nomme, par ailleurs, les différents interlocuteurs impliqués dans le projet. Les modalités d'obtention de ces autorisations sont définies dans le processus d'autorisation interne (PAI) de la DIF et les documents de référence du CEA (MR03, MR05, MR07). Dans le cadre de la gestion des chantiers de BGC, elles se déclinent suivant les phases concernées :

- Ouverture (entrée en) chantier de BGC,
- Fermeture (sortie) du chantier de BGC et les différentes phases et étapes qui peuvent y être associées (voir chapitre 7.2 et 7.3),

Le présent chapitre définit le cadre général et les modalités de référence à privilégier pour obtenir les autorisations relatives à ces différentes étapes.

3.1 Autorisation d'ouverture d'un chantier de BGC

Conformément au référentiel CEA et au processus d'autorisation interne (PAI) du Centre, l'autorisation de démarrage de l'opération en chantier de BGC passe par une présentation du projet en CLS ou CLVS. La tenue de la CLS ou CLVS est organisée à partir du moment où les titulaires des entreprises de travaux du chantier de BGC sont identifiés (après signature des marchés lors de la phase des études d'exécution) et que le dossier de demande d'ouverture du chantier de BGC a été transmis à la Direction du centre DIF dans le délai imparti (voir PAI).

Au cours de la CLS ou CLVS sont également discutées les modalités d'obtention des autorisations qui devront être délivrées ultérieurement par le Directeur de Centre et leur format (nouvelle CLS ou CLVS, VS, autorisation directe), à savoir :

- Celle relative à la fermeture (sortie) du chantier BGC avec mise en exploitation directe (voir chapitre 7.1).
- Celle relative à la fermeture (sortie) du régime de chantier de BGC avec autorisation de travaux complémentaires de second œuvre, montage et essais procédés pour une mise en exploitation différée (voir chapitre 7.2).
- Celle relative à la sortie partielle du chantier de BGC et mise en exploitation partielle (voir chapitre 7.3).
- Celle relative à la mise en exploitation totale après montage et essais de procédé (voir chapitre 7.2).
- Celle relative à la sortie définitive du chantier de BGC et la mise en exploitation définitive (consécutive à une mise exploitation transitoire partielle) (voir chapitre 7.3).

Indépendamment du format retenu, ces autorisations s'accompagnent de la nomination des acteurs de sécurité associés (CI/CIS et ISI, CPDS et ISI ou ASCE).

Le dossier de CLS ou CLVS doit être autoporteur, synthétique et représentatif de l'organisation sécurité mise en place, pour gérer ce type de chantier. Il intègre également les éléments justifiant de la prise en compte de la maîtrise environnementale et de la solidité de l'ouvrage ainsi que tous les

éléments relatifs au respect de la réglementation en matière d'hygiène et sécurité du travail (voir respectivement les chapitres 10.1 et 4.1).

3.2 Autorisation de sortie du régime de chantier de BGC avec mise en exploitation directe ou partielle

Dans le cadre d'une fermeture du chantier de BGC (sortie du régime de BGC) avec mise en exploitation directe de l'ouvrage, la délivrance de l'autorisation par le Directeur se fait conformément au processus d'autorisation interne (PAI) du Centre DIF :

- autorisation directe,
- ou autorisation délivrée suite à l'instruction du dossier et réalisation d'une VS,
- ou autorisation délivrée suite à une CLS ou CLVS.

Le dossier remis à la Direction pour la demande d'autorisation de mise en exploitation comporte les éléments précisés :

- Au chapitre 4.2 pour une demande de fermeture du chantier de BGC avec mise en exploitation directe.
- Au chapitre 4.4 pour une demande de fermeture partielle du chantier de BGC avec mise en exploitation partielle

3.3 Autorisation de sortie du régime de chantier de BGC avec travaux complémentaires, de montage et essais de procédés avant mise en exploitation

Le dossier transmis par le responsable sécurité, auquel le périmètre est confié pour obtenir l'autorisation de la Direction de fermeture du chantier de BGC, avec une phase préalable de montage/essais d'un procédé et avant mise en exploitation, comporte les éléments précisés au chapitre 4.3 (mise en exploitation directe) et/ou au chapitre 4.4 (mise en exploitation partielle).

Sur transmission de ces documents, la Direction de Centre décidera si elle délivre une autorisation directe ou bien si elle l'assujettit à une VS pour le périmètre concerné.

Lorsque les travaux d'installation des procédés ainsi que les essais associés sont finalisés, l'autorisation de mise en exploitation est délivrée par le Directeur à l'issue d'une CLS ou CLVS. Le dossier instruit est celui décrit aux chapitres 4.3 et 4.4.

4 LES DOSSIERS DE DEMANDE D'AUTORISATION DE LA DIRECTION POUR L'OUVERTURE ET LA FERMETURE D'UN CHANTIER DE BGC

Le présent chapitre définit les éléments constitutifs des dossiers à transmettre à la Direction pour obtenir, conformément au PAI du centre DIF, l'autorisation d'ouverture ou de fermeture du chantier de BGC.

4.1 Dossier de demande d'ouverture d'un chantier de BGC

Le dossier de CLS ou CLVS doit être autoporteur, synthétique et représentatif de l'organisation sécurité mise en place, pour gérer ce type de chantier. A ce titre, il comprend :

Les éléments relatifs à la mise en place de l'organisation sécurité du chantier :

- La Note d'organisation de la sécurité rédigée par le RMOA, en collaboration avec le Projet.
- Une note de synthèse résumant tous les éléments du dossier fournis et leurs thèmes.
- Une présentation du Projet et de l'organisation sécurité mise en place, avec les jalons principaux et les interfaces possibles avec les autres installations.
- le PGCSPS, le RJC, le DIUO, du CSPS, mis à jour pour la phase de réalisation.

- les PPSPS ou analyses de risques des EEI.
- le Plan d'implantation du chantier, proposé par les EEI, avec ses différentes zones et les raccordements des servitudes.
- Un Plan de Circulation suivant l'importance des flux de véhicules et engins associés aux activités du chantier.
- Une analyse environnementale et les démarches, études, diagnostics engagés pour prendre en compte les impacts environnementaux générés par le chantier et ouvrage à réaliser (rejets, déchets...).
- Une analyse des risques majeurs présents sur le chantier et les mesures prises pour les limiter.
- Les modalités d'intervention et d'accès des entreprises en charge des servitudes se trouvant dans l'emprise du chantier de BGC. Ces modalités doivent être acceptées par le CSPS (les entreprises ne sont, en effet, pas directement rattachées aux marchés associés au chantier de BGC ; juridiquement, elles ne peuvent pas intervenir sur son périmètre sous le couvert d'un Plan de Prévention Centre).

Les éléments relatifs à l'ouvrage :

- Le statut réglementaire et les autorisations réglementaires requises (obtenues et à venir).
- Les plans de l'ouvrage et des réseaux créés ou impactés.
- L'organisation mise en place pour garantir la solidité de l'ouvrage.
- La prise en compte, dans la construction, des critères réglementaires pour l'hygiène et la sécurité des lieux de travail (éclairage, ventilation, chauffage, issues de secours, sanitaires, accès PMR,...).

4.2 Dossier de demande de fermeture d'un chantier de BGC avec mise en exploitation directe de l'ouvrage

Le dossier de demande d'autorisation de fermeture du chantier de BGC avec mise en exploitation directe de l'ouvrage conçu transmis à la Direction du centre DIF comporte :

- Une présentation de l'avancement des travaux et des réserves restant à lever (visites initiales, essais encore à réaliser, mise en service, avancement des opérations de réception...).
- Un dossier de sécurité de l'installation, avec les attendus associés à ce nouveau périmètre entrant en exploitation (organisation de la sécurité, identification des acteurs sécurité, description des activités en exploitation, EvRP et compléments (EvRR, EvRC, EvRL, EvRM, EvRMT.....), avec identification des zones à risques majeurs, procédures d'exploitation, conventions passées avec les supports, intégration en GMAO des équipements/locaux pour la mise en place et le suivi des VRP, liste des personnels CEA intervenant dans les locaux avec formations, habilitations et autorisations associées, intégration dans les contrats de MCO centre et mise en place des contrats de MCO spécifiques).
- Un descriptif de l'organisation de sécurité à venir (nomination du CI, et d'un ISI éventuel, réalisation de PdP nécessaires..), et au niveau du site, de sa prise en compte par les équipes de secours.
- Les éléments relatifs à la programmation d'une ICP pour rédaction du ou des Plans de Prévention adaptés.
- Une analyse des risques restant présents ou à venir lors de l'exploitation, les mesures de prévention à mettre en place.
- Une analyse de l'influence environnementale du ou des ouvrages réalisés.
- Un bilan des aléas de chantier éventuels.
- La fourniture du DIUO du CSPS ou de son état d'avancement suivant les DOE des entreprises fournis, pour la maintenance et l'exploitation à venir.

4.3 Dossier de demande de fermeture d'un chantier de BGC suivi du montage avec mise en essais d'un procédé et exploitation différée de l'ouvrage

Le dossier de demande d'autorisation transmis à la Direction du centre DIF comporte :

- L'organisation de la sécurité mise en œuvre et adaptée à cette phase transitoire (voir chapitre 6.2),
- Une analyse des risques majeurs associés au montage et essais du procédé à installer,
- Les mesures de prévention et de protection prises pour leur maîtrise (incluant les modes opératoires, consignes, EPC, EPI à mettre en œuvre pendant cette phase).
- Les éléments décrits au chapitre 4.2 pour la mise en exploitation ultérieure de l'ouvrage bâti.

4.4 Dossier de demande de fermeture partielle d'un chantier de BGC et de mise en exploitation partielle

L'ouvrage peut être exécuté en plusieurs phases qui se déroulent dans des délais de réalisation différents. Aussi, au cours du déroulement du chantier de BGC, l'une des phases peut être achevée plus rapidement que les autres. A ce titre, la MOA/MOAD peut alors souhaiter sortir, du périmètre du chantier de BGC, la partie de l'ouvrage achevée pour :

- Sa mise en exploitation directe. Dans ce cas, on parle de mise en exploitation partielle de l'ouvrage, puisque d'autres parties de l'ouvrage ne sont pas achevées. Le périmètre du chantier de BGC, bien que restreint, est maintenu (voir chapitres 6.2 et 7.3),
- L'installation et la mise en essais d'un procédé (cas traité au chapitre 6.2). Dans ce cas, on parle de fermeture/sortie partielle du chantier de BGC avec installation et essais de procédé. La mise en exploitation de ce périmètre est alors différée (voir chapitres 6.1 et 7.2).

Le dossier de demande d'autorisation de fermeture partielle du chantier de BGC avec mise en exploitation partielle/différée de l'ouvrage bâti transmis à la Direction du centre DIF comporte :

- La mise à jour des documents transmis pour la demande d'ouverture du chantier de BGC (chapitre 4.1) avec, en particulier, les éléments relatifs à l'évolution du périmètre restant en chantier de BGC (ainsi que ceux relatifs à l'organisation sécurité si nécessaire),
- Tous les éléments relatifs à la mise en exploitation directe ou différée de la partie de l'ouvrage réalisé :
 - pour une mise en exploitation directe, ceux décrits au chapitre 4.2,
 - pour l'installation et essais d'un procédé avec exploitation différée, ceux décrits au chapitre 4.3.

5 ORGANISATION CHRONOLOGIQUE DES DIFFERENTES PHASES CONDUISANT A L'OUVERTURE D'UN CHANTIER DE BGC

La mise en œuvre d'un chantier de BGC comporte a minima les quatre phases suivantes avant la mise en exploitation de l'ouvrage réalisé :

- la phase de conception,
- la phase de préparation avant la réalisation,
- la phase de réalisation,
- la phase de sortie du régime de chantier de BGC.

Chacune de ces phases comporte des exigences spécifiques qui doivent être prises en compte pour que l'opération puisse être réalisée conformément aux attentes réglementaires. La liste des actions à mettre en œuvre, ainsi que leur organisation sont décrites dans les paragraphes qui suivent. La maîtrise de l'organisation de la sécurité des chantiers BGC repose donc sur le respect de leur mise en œuvre par les différents acteurs identifiés au chapitre 2.

5.1 Phase d'étude et de conception

Au démarrage de la phase de conception, la MOA (ou la MOAD) engage les actions suivantes :

- Désigner un Chef de projet et un pilote opérationnel (ingénieur d'affaire) de suivi de l'opération à réaliser.
- Proposer à la Direction de Centre de désigner un RMOA (suivant le montage de l'opération, la Direction de Centre peut souhaiter que cette désignation soit cooptée par la MOA/MOAO).
- Identifier ensuite une MOE qui peut être CEA (STL, DP2I,...), ou bien consulter pour identifier un titulaire en charge de la MOE dans le cas d'une mission confiée à une entreprise extérieure ou un groupement d'entreprises.
- En fonction de l'ampleur du chantier à réaliser, s'entourer d'une AMOE.
- Dans le cadre d'une construction ou de la modification de gros œuvre, elle missionne un BET.
- Dans le cadre de la construction d'un nouvel ouvrage ou de la modification du gros œuvre d'un ouvrage existant, mettre en place une prestation de Contrôleur Technique (CT) adaptée.
- Veiller à la mise en place d'une mission de Coordonnateur du Système de Sécurité Incendie (CSSI) pour la construction d'un ouvrage à protéger du risque incendie. Cette mission doit également être assurée lorsque l'opération modifie l'environnement d'un périmètre existant concerné par ce même risque.
- Etablir, pour le compte de la Direction, les dossiers de déclaration ou de demande d'autorisation associés à l'opération. Ces documents, instruits et signés par Direction de centre, seront ensuite transmis aux autorités compétentes :
 - dossier de demande de permis de construire pour les périmètres hors INBS,
 - dossiers relatifs aux IOTA, ICPE, SIVOA,
 - dossiers relatifs aux opérations de sondage, ouvrage souterrain, travail de fouille de profondeur supérieure à 10 mètres hors forage pour un usage géothermique.
- Rédiger les cahiers des charges et préparer des dossiers de consultation pour lancer les consultations des EEL.
- Faire les études géotechniques complémentaires, la réalisation des diagnostics avant travaux (amiante, plomb (bâtiment) ; amiante et HAP (enrobé); pollution chimique (terre)).
- Prendre en compte la maîtrise des aspects environnementaux liés à l'activité du chantier de BGC (voir chapitre 9.1).

Parallèlement aux actions engagées par la MOA/MOAO, le RMOA s'organise pour :

- Missionner un CSPS en phase conception (phase APD) et en phase réalisation, auquel il demande :
 - de rédiger, dès la conception, le PGCSPPS qui sera transmis aux entreprises lors des consultations,
 - d'ouvrir, dès la conception, les documents réglementaires associés à l'opération à venir : le registre Journal de la Coordination (RJC), le dossier d'intervention ultérieure sur ouvrage (DIUO) (voir chapitre 8.1 à 8.3).
- Mettre en place une prestation d'ASCE, afin que le titulaire puisse intervenir dès la fin de la phase conception et une prestation de gardiennage.
- Transmettre à l'ISE les éléments nécessaires à la rédaction de la Déclaration Préalable de chantier afin que ce dernier renseigne le document réglementaire consacré, qu'il le porte à la signature de la direction avant de le transmettre à l'Inspecteur du Travail.
- Programmer l'ouverture du chantier (voir phase de réalisation) avec la mise en place, aux heures ouvrables du chantier, de la surveillance de ses accès.

Lorsque ces actions sont mises en œuvre, le pilote de la MOA/MOAO (Chef de projet), le représentant de la MOE et le RMOA se concertent pour constituer le dossier de CLS ou CLVS et rédiger les différents documents afférents à l'opération, dont la note d'organisation de la sécurité du chantier (voir chapitre 6).

Le projet est porté de manière conjointe par le RMOA, la MOA/MOAO et/ou la MOE en CLS ou CLVS.

A l'issue de la CLS ou CLVS, le Directeur de Centre délivre, ou pas, l'autorisation pour le démarrage de l'opération et sa réalisation sous le régime de chantier de BGC.

Le positionnement de la CLS ou CLVS dans l'organisation de l'opération dépend des travaux préparatoires à engager (voir chapitre 3.2). Elle peut donc être organisée à la fin de la phase de

conception (titulaires des lots de travaux notifiés, études d'exécution débutées) ou bien lors du démarrage de la phase d'installation de chantier.

Dans la continuité de la CLS ou CLVS, le compte-rendu de la CLS ou CLVS est transmis au secrétaire du Comité Social Economique/Commission Santé, Sécurité et Conditions de Travail (CSE/CSSCT) et le projet relatif à l'ouvrage ainsi que l'organisation de la sécurité du chantier sont présentés par la MOA/MOAD et le RMOA en CSE/CSSCT.

5.2 Phase d'installation de chantier

Une fois les entreprises retenues pour la réalisation du chantier, elles complètent leurs offres par des études d'exécution.

Dans la continuité de la CLS ou CLVS, et de la présentation en CSE/CSSCT, la MOA/MOAD et la MOE proposent la levée des Prescriptions techniques (PT), au plus tard lors de la phase d'installation de chantier.

Après la tenue de la CLS ou CLVS, au minimum 30 jours avant le démarrage des travaux, l'ISE transmet la déclaration préalable réglementaire de travaux à la DIRECCTE, à l'OPPBTP, la CARSAT/CRAMIF (voir chapitre 9.5) (chantier de BGC de catégorie 1 et 2 uniquement). Le RMOA et le CSPS communiquent les informations requises à l'ISE (voir chapitre 9.5).

Entre-temps, la MOA/MOAD et la MOE peuvent engager les travaux préparatoires d'installation de chantier, soit par des entreprises ayant des accords-cadres avec le Centre, soit par la mise en place des contrats dédiés, y compris avec les entreprises qui interviendront ultérieurement à l'intérieur du chantier de BGC lorsqu'il aura été délimité.

Ces travaux, d'un point de vue sécurité, sont réalisés sous la responsabilité du/des chef(s) d'Installation(s) du/des périmètre(s) concerné(s) par la future emprise du chantier de BGC. Ils font l'objet de la rédaction de Plan(s) de Prévention (anciennement décret 92). Le ou les Plans de Prévention sont rédigés par les acteurs sécurité des installations concernées en présence du RMOA et des entreprises intervenantes.

Ces travaux préparatoires concernent :

- le dévoiement de réseaux passant dans l'emprise du chantier,
- la mise en place de voiries d'accès, de portails ou de tourniquets spécifiques,
- l'abattage ou l'élagage d'arbres,
- le retrait de matériaux amiantés présents dans l'emprise du chantier,
- la mise en sécurité des procédés ne pouvant pas être déplacés, par exemple.

Ils concernent également l'installation des moyens réglementaires pour le passage en chantier de BGC :

- la mise en place des alimentations de la base vie (eau, électricité, lignes téléphoniques et informatiques, réseau d'assainissement..) et des installations de chantier,
- l'installation et le raccordement de la base vie, et des installations de chantier,
- la pose de la clôture et des portails d'accès du chantier,
- la gestion de la circulation pour accéder au chantier, de l'entrée du site jusqu'au périmètre du chantier, s'il n'y a pas d'accès direct indépendant depuis l'extérieur (accès dit en « chaussette »),
- la mise en place de la guérite de gardiennage.

Pendant cette phase d'installation, doivent être réalisés ou obtenus :

- la mise à jour du PGCSPS, du RJC, et du DIUO, par le CSPS pour la phase de réalisation,
- les premiers livrables de l'ASCE (fiche et livret d'accueil des EEI, annuaires sécurité, message d'alerte...),
- la fourniture du Rapport d'Intervention du Contrôleur Technique (RICT) et des plans des réseaux, aux EEI qui en ont fait la demande,

- la constitution du CISSCT (cas des chantiers BGC de catégorie 1 uniquement), par le MOAD. Il sera présidé par le CSPS,
- une information au CSE/CSSCT pour tous travaux, au plus tard 3 jours avant le démarrage du chantier (travaux préparatoires compris), à partir du moment où il y a un impact sur les installations avoisinantes, ou que cela modifie l'organisation ou les conditions de travail, pendant le chantier et après, lors de la mise en exploitation des ouvrages réalisés,
- une information pour prévenir les services de secours (FLS et SST) du démarrage du chantier.

5.3 Phase de réalisation : ouverture du chantier de BGC

Le démarrage de l'opération sous le régime de chantier de BGC peut débuter, sous réserve que :

- les PT formulées lors de la CLS ou CLVS soient levées.
- le Directeur ait délivré l'autorisation d'ouverture du chantier de BGC,
- la clôture et la mise en place des différentes zones du chantier, telles qu'elles sont définies, dans le Plan d'Implantation du chantier (PIC), fourni par les EEI, soient réalisées.
- la mise en place du contrôle d'accès soit effective.
- les visites d'inspections communes organisées par le CSPS soient réalisées.
- toutes les entreprises intervenantes aient fourni un PPSPS conforme aux prescriptions du PGCSPPS du CSPS et compatible avec l'organisation sécurité du chantier définie par le RMOA.
- l'accueil des salariés des entreprises intervenantes par l'ASCE soit organisé et planifié.

Le RMOA vérifie que l'ensemble des dispositions de sécurité sont remplies et effectives et, dans l'affirmative, il rédige une note au Directeur de Centre pour l'informer, qu'en accord avec son autorisation délivrée à l'issue de la CLS ou CLVS et la levée des PT, la sécurité du périmètre de l'opération bascule en régime de chantier de BGC, sous son autorité, pour l'organisation et le suivi de la sécurité du chantier. Les CI concernés par ces périmètres sont donc déchargés de leur responsabilité de sécurité dans l'emprise de la clôture du chantier.

Pendant toute la durée du chantier de BGC :

- des visites et des réunions de chantier sont organisées. Leur périodicité est définie avec les différents acteurs concernés (entreprises concernées, pilote opérationnel du projet, de la MOE et/ou AMOE, du RMOA, de l'ASCE, du CSPS, des supports techniques (experts techniques, BET, CT, CSSI,...)). Sauf exception dûment justifiée, leur présence à ces réunions est obligatoire.
- une surveillance du respect des prescriptions de sécurité est mise en place (attentes du CSPS celles figurant au PGCSPPS et leur déclinaison par les EEI dans leur PPSPS, actualisées en tant que de besoin en fonction des remarques du CSPS et de l'ASCE).
- les EEI fournissent les PV de conformité des VRP des engins utilisés, ainsi que les autorisations et habilitations de conduite des personnels.
- Les EEI fournissent les PV de conformité des VRI pour les installations de chantier (base vie, éclairage, coffret de chantier, grue fixe..)
- le RJC est mis à jour par le CSPS au fur et à mesure des visites et réunions de chantier.
- les documents d'exécution sont fournis par les EEI. Ils sont soumis à l'approbation du CT (les notes de calcul, plans d'exécution,...), qui constitueront les Dossiers des Ouvrages Exécutés (DOE).

En fin de travaux de bâtiment et de génie civil, les actions suivantes doivent être planifiées et organisées :

- Réalisation des visites initiales de toutes nouvelles installations (électriques, ventilation, climatisation, incendie, levage..), après les essais constructeurs (PV d'essais), et obligatoirement avant les opérations préalables de réception (OPR), par un organisme de contrôle, mandaté par le MOAD ou la MOE.
- Réalisation de toutes les OPR et des réserves à lever avant réception définitive et mise en exploitation.
- Transmission de tous les DOE des différents corps d'état, au MOAD et/ou MOE, et au CSPS.

- Clôture du RJC et finalisation du Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (DIUO) à réception des DOE.
- Rédaction par les acteurs concernés du (des) dossier(s) de(s) demande(s) d'autorisation de fermeture (sortie) du chantier de BGC qui sera (seront) transmis à la Direction.
- Nomination du futur Chef d'Installation, ou actualisation du périmètre de l'installation dans laquelle est affecté l'ouvrage réalisé.
- Intégration des ouvrages réalisés dans le dossier de sécurité de l'installation auxquels ils sont rattachés.

6 ORGANISATION DE LA SORTIE DU REGIME DE CHANTIER DE BGC

6.1 Fermeture du chantier de BGC et mise en exploitation directe

La sortie du régime de chantier de BGC doit être autorisée par le Directeur de Centre. Cette autorisation est délivrée conformément aux modalités décrites dans le PAI et suivant les décisions actées lors de la CLS ou CLVS relative à l'ouverture du chantier de BGC (voir chapitre 6 pour le format) après instruction d'un dossier décrivant cette phase qui précède la mise en exploitation.

D'un point de vue sécurité, le périmètre passe sous la responsabilité du Chef d'Installation, si ce dernier est déjà identifié. Dans la négative conformément à la NIG 613, les nouveaux Chefs d'Installation titulaire et suppléant sont nommés par le Directeur de Centre. L'Ingénieur Sécurité d'Installation est, quant à lui, nommé par le Chef de Département auquel est rattaché l'ouvrage.

Les opérations suivantes sont effectuées lors du transfert de régime de chantier de BGC vers celui d'exploitation :

- vérification que tous les équipements sont intégrés en GMAO,
- rédaction des conventions d'interfaces avec les supports concernés (FLS, SPR, STL),
- appropriation du périmètre par la future installation (CI/CIS/ISI) et par les prestataires de maintenance,
- contrôles réglementaires de première mise en service (VRI),
- retrait de la clôture du chantier BGC.

La mise en exploitation peut comporter des essais de courte durée. Elle inclut les levées de réserves et non conformités réglementaires. Ces opérations sont réalisées suite à une ICP et à la rédaction de Plans de prévention rédigés sous l'autorité du Chef d'Installation concerné.

6.2 Phase de montage et d'essais de procédés avant mise en exploitation

Dans les cas suivants, il peut être décidé de sortir du chantier BGC avant la mise en exploitation de l'ouvrage réalisé. Ceci suppose la rédaction de Plans de prévention avec les futures entreprises intervenantes dans les opérations :

- avant la mise en exploitation, lors de la réalisation d'essais de longue durée sur des procédés (recette de procédé et transfert de compétences vers un opérateur technique).
- lors du montage de procédés une fois que le GC est réalisé.
- après la réception partielle des ouvrages pour la mise en exploitation de certains équipements ou totale pour laquelle il reste à lever certaines réserves.
- lors d'une réhabilitation partielle ou d'une extension d'une installation.

Il s'agit, dans ce cas, d'interventions de second œuvre, pour lesquelles les risques prépondérants sur le chantier ne sont plus ceux du bâtiment ni du génie civil (BGC). Les travaux à réaliser sortent donc du domaine de compétences du CSPS et doivent être réalisés sous Plan de Prévention. La sortie du régime de chantier de BGC ne peut s'effectuer, là encore, qu'après obtention d'une autorisation du Directeur de Centre. Cette autorisation est délivrée conformément au processus d'autorisation interne du Centre (voir chapitre 3), après instruction d'un dossier décrivant la phase qui précède la mise en exploitation.

D'un point de vue sécurité, le périmètre passe sous la responsabilité du Chef d'Installation, si ce dernier est déjà identifié. Dans la négative, le Directeur de Centre désigne un Chef de Projet Délégué à la Sécurité (CPDS). Cette fonction peut être assurée par le RMOA, un préventeur CEA ou externalisée (prestataire) maîtrisant les risques associés aux opérations à réaliser (prestation à mettre en place à cette occasion si elle n'a pas été prévue initialement).

Le suivi sécurité de cette opération est donc placé sous la responsabilité du CI ou du CPDS qui dispose du soutien :

- d'un ISI si ce dernier est compétent dans les domaines concernés (travaux et essais à mettre en œuvre).
- dans la négative, d'un Coordonnateur Sécurité (CS) qui peut être un ASCE (voir chap.10), (prestation à mettre en place à cette occasion si elle n'est pas prévue initialement dans celle de l'ASCE en place à l'occasion du chantier).

Lors du transfert de régime de chantier de BGC vers celui du Plan de Prévention, les opérations suivantes sont effectuées :

- retrait de la clôture du chantier BGC,
- appropriation du périmètre par la future installation (CI/CPDS, ISI/ASCE) et par les prestataires de maintenance des zones en exploitation,
- maintien du Pilote du Projet jusqu'à la mise en exploitation totale.

6.3 Fermeture partielle du chantier de BGC avec mise en exploitation directe ou différée

La sortie partielle du régime de chantier de BGC doit être autorisée par le Directeur de Centre. Cette autorisation est délivrée à l'issue d'une CLS ou CLVS ou VS ou sur avis direct (voir chapitre 6 pour le format), après instruction d'un dossier décrivant cette phase qui précède la mise en exploitation.

D'un point de vue sécurité, les périmètres concernés (restant en chantier de BGC, entrant en exploitation, bénéficiant de l'installation et essais d'un procédé avec mise en exploitation différée) passent sous la responsabilité des acteurs décrits dans les chapitres 6.1, 6.2, s'ils sont déjà identifiés. Dans la négative conformément à la NIG 613, les nouveaux Chefs d'Installation titulaire et suppléant sont nommés par le Directeur de Centre. L'Ingénieur Sécurité d'Installation est, quant à lui, nommé par le Chef de Département auquel est rattaché l'ouvrage.

Les opérations suivantes sont effectuées lors du transfert de régime de chantier de BGC vers celui de d'exploitation :

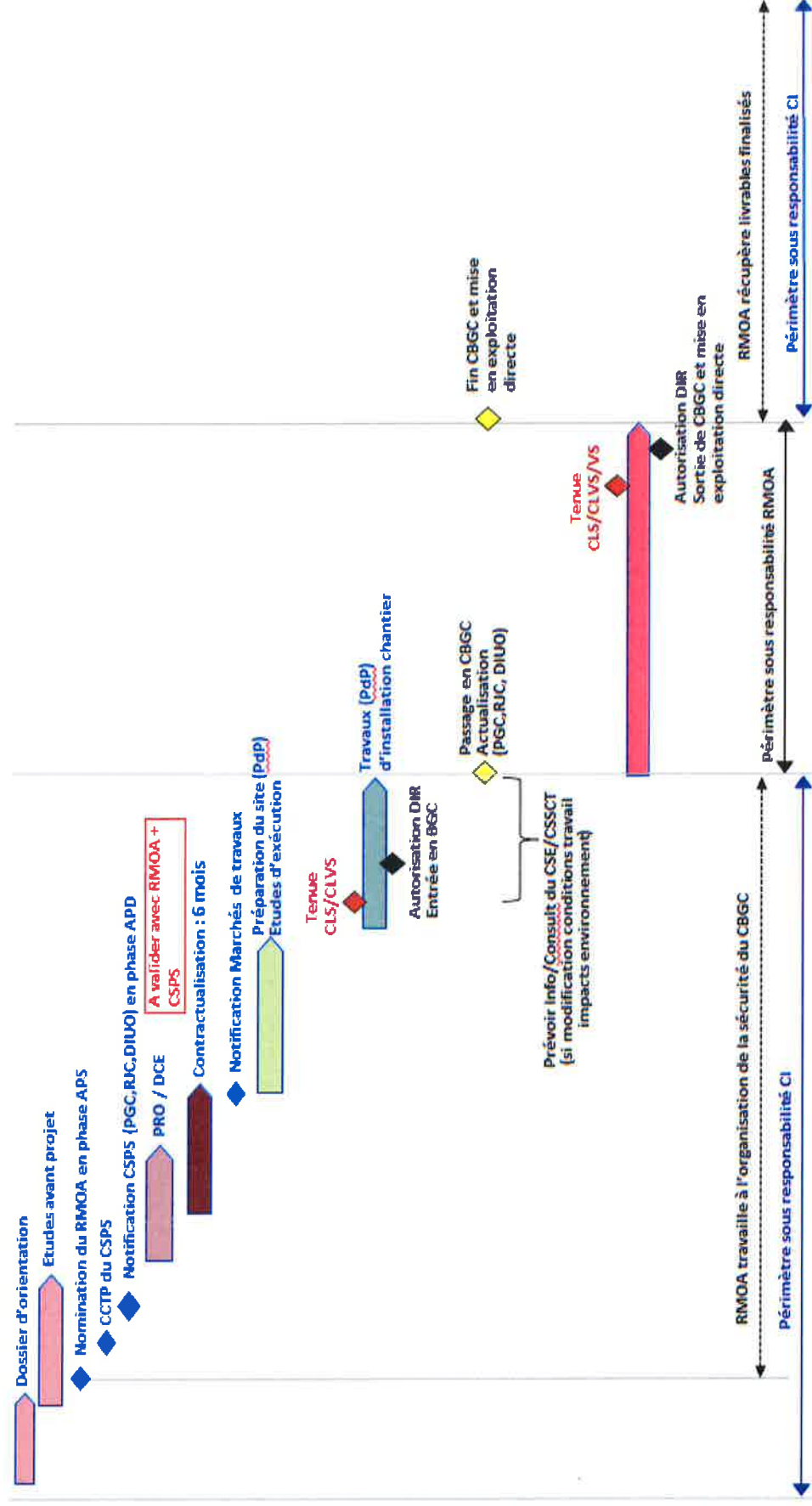
- retrait de la clôture du chantier BGC,
- vérification que tous les équipements sont intégrés en GMAO,
- rédaction des conventions d'interfaces avec les supports concernés (FLS, SPR, STL),
- appropriation du périmètre par la future installation (CI/CIS/ISI) et par les prestataires de maintenance,
- contrôles réglementaires de première mise en service (VRI).

La mise en exploitation peut comporter des essais de courte durée. Elle inclut les levées de réserves et non conformités réglementaires. Ces opérations sont réalisées suite à une ICP et à la rédaction de Plans de prévention rédigés sous l'autorité du Chef d'Installation concerné.

7 SYNTHÈSE DU PHASAGE D'UN CHANTIER BGC ET DES AUTORISATIONS DIRECTION

Les chapitres 7.1, 7.2, 7.3 sont données à titre pédagogique. Ils peuvent être combinés en tant que de besoin. Ils doivent être évoqués lors de CLS ou CLVS relative à la demande d'autorisation d'entrée en chantier de BGC transmise à la Direction du Centre DIF.

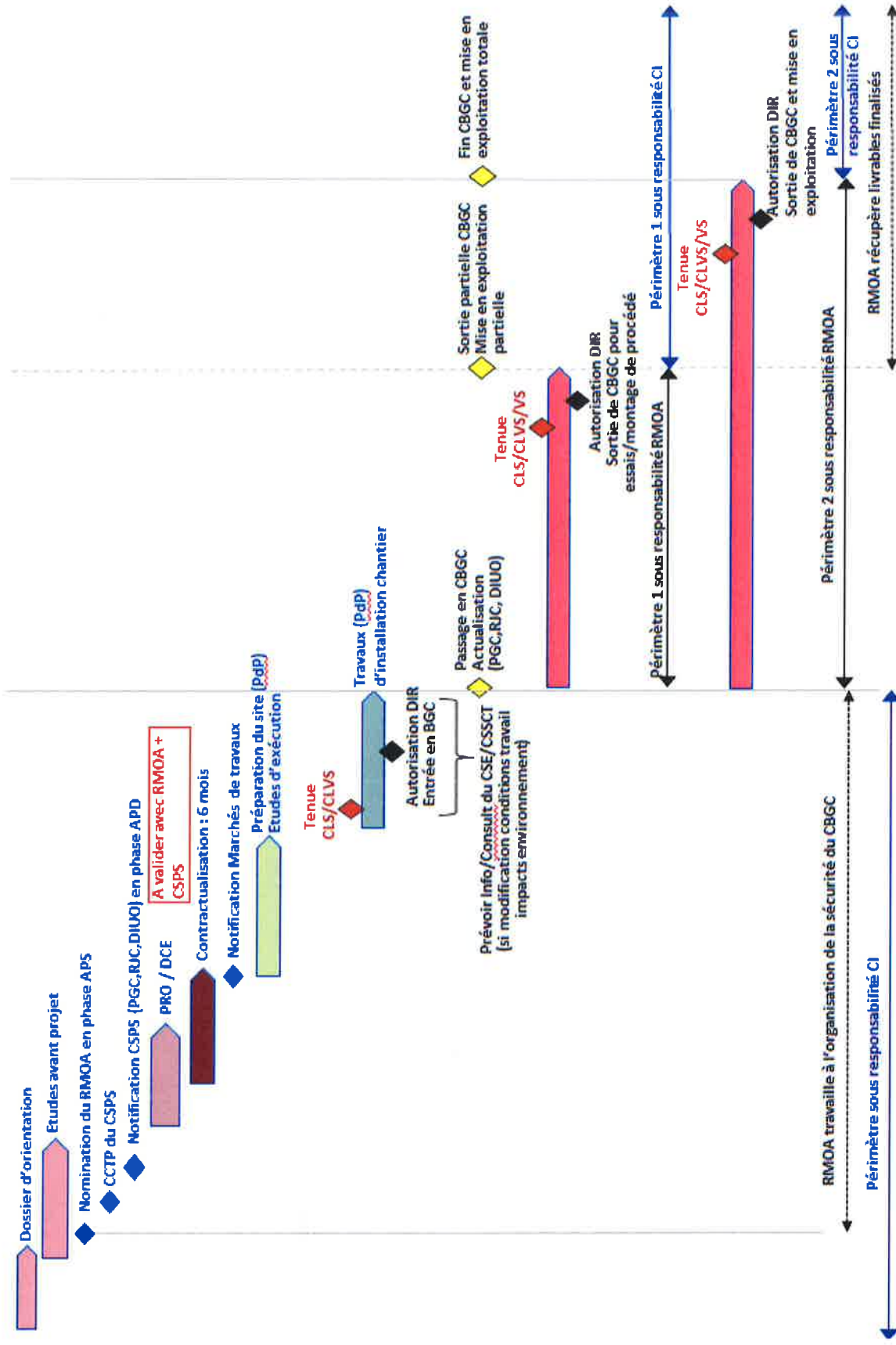
7.1 Fermeture d'un chantier de BGC avec mise en exploitation directe de l'ouvrage



Dossier d'orientation

- Etudes avant projet
- Nomination du RMOA en phase APS
- CCTP du CSPS
- Notification CSPS (PGC,RJC,DIUO) en phase APD
- A valider avec RMOA + CSPS
- PRO / DCE
- Contractualisation : 6 mois
- Notification Marchés de travaux
- Préparation du site (pdp)
- Travaux (pdp)
- Tenue CLS/CLVS
- Autorisation DIR Entrée en BGC
- Passage en CBGC Actualisation (PGC,RJC, DIUO)
- Fin CBGC Passage phase essais/montage
- Mise en exploitation Après essais/montage
- Tenue CLS/CLVS/VS
- Autorisation DIR Sortie de CBGC et mise en exploitation
- Périmètre sous responsabilité CI
- RMOA récupère livrables finalisés

7.3 Fermeture partielle d'un chantier de BGC et mise en exploitation partielle de l'ouvrage



8 AUTORISATIONS EXTERNES REGLEMENTAIRES A OBTENIR PREALABLEMENT AU DEMARRAGE DU CHANTIER DE BGC

Au cours de la phase de conception, le Chef de projet de la MOA/MOAH doit s'organiser pour porter à la Direction de Centre les éléments nécessaires afin d'obtenir les autorisations réglementaires requises au démarrage des travaux. (les exemples cités ci-après ne sont pas exhaustifs).

Préalablement à la mise en place du chantier de BGC, la Direction de Centre doit prendre les dispositions nécessaires pour souscrire les assurances adaptées.

Dans le cadre des opérations réalisées à l'extérieur du périmètre de l'INBS ou du SIENID, certaines autorisations administratives s'avèrent nécessaires, au titre du code de l'urbanisme : permis de construire, permis de démolir, défrichement, etc. Le Chef de projet demandera assistance à DSTG dans le cadre de la constitution des dossiers administratifs afférents.

Toutes les Installations, tous les Ouvrages, les Travaux ou les Activités (IOTA), situées à l'intérieur ou à l'extérieur du périmètre de l'INBS ou du SIENID, susceptibles d'avoir un impact, direct (ex. forages) ou indirect (rejet via un fossé), sur le milieu aquatique (cours d'eau, eaux souterraines, zones humides, zones inondables, etc.) doivent faire l'objet d'un dossier « loi sur l'eau » qui sera transmis préalablement au chantier, via la CSE, à l'autorité administrative compétente (DSND ou Préfecture). Le choix de la procédure (déclaration ou autorisation) et de la ou des rubriques concernées dépend de la nature du projet (cf. l'article R.214-1 du code de l'environnement précisant la nomenclature).

Tous les sondages, forages, travaux de fouille, essais de pompes, quel qu'en soit l'objet, situés à l'intérieur ou à l'extérieur du périmètre de l'INBS ou du SIENID, dont la profondeur dépasse 10 mètres, doivent faire l'objet d'une déclaration préalable au titre du code minier (article L. 411-1). Les formulaires de déclaration ainsi que les délais d'obtention des récépissés de déclaration sont spécifiés sur les dits-formulaires disponibles sur les sites de la DREAL et de la DRIEE île de France.

Enfin, à l'instar des IOTA, toute nouvelle installation réglementée (ICPE) située à l'intérieur ou à l'extérieur du périmètre de l'INBS ou du SIENID, doit faire l'objet d'une déclaration préalable. L'annexe à l'article R. 511-9 du code de l'environnement définit la nomenclature des Installations classées.

Tous les travaux ou les projets de travaux affectant une Installation Individuelle doivent faire l'objet de discussions préalablement aux projets avec la CSE dans le cadre des autorisations d'exploitation ou autorisations de rejets en vigueur.

A l'issue des travaux, les dossiers de fin de travaux (au titre du Code minier) et/ou dossiers de déclaration définitifs (cas des IOTA) doivent être réalisés et transmis aux autorités compétentes, via la CSE.

Nota :

- Il importe de rappeler l'indépendance des codes administratifs (code l'urbanisme et code de l'environnement notamment).
- Conformément au code de la Défense, la déclaration prévue par l'article R.214-3 du code de l'environnement ne vaut pas déclaration au titre de l'article R.411-1 du code minier. Cela signifie qu'un dossier « loi sur l'eau » ne dispense pas d'une déclaration au titre du code minier.

Le RMOA, quant à lui, transmet à l'ISE toutes les informations utiles pour la rédaction de la déclaration préalable des opérations de chantier de BGC de catégorie 1 et 2 afin de les diffuser à la DIRECCTE, l'OPPBTP, la CARSAT ou la CRAM/CRAMIF.

9 DOCUMENTS DE CHANTIER ET OBLIGATIONS REGLEMENTAIRES ASSOCIEES AU DEROULEMENT DU CHANTIER DE BGC

9.1 Registre Journal de la Coordination (RJC)

Dès la signature du marché, conformément aux dispositions des articles R4532-12 et R4532-38 à R4532-41 du Code du Travail, le CSPS doit ouvrir un Registre Journal de la Coordination (ci-après dénommé RJC).

Le RJC se présente sous la forme d'un cahier paginé dans lequel le CSPS consigne, dans leur ordre chronologique, tous les événements liés à la sécurité et la protection de la santé des travailleurs.

Chaque enregistrement est visé par les intervenants concernés et le MOE.

Ce document est enrichi avec les documents annexes auxquels il fait référence.

En phase de conception, y sont consignés :

- tous les avis, observations ou notifications que le CSPS juge nécessaire de faire apparaître, ainsi que les réponses éventuelles de la MOA ou de la MOE,
- tous les événements intéressant la prévention et notamment les avis émis sur les dossiers d'étude et les suites qui leur sont données.

En phase réalisation, au fur et à mesure du déroulement de l'opération, conformément à l'article R4532-38 du Code du Travail, y sont consignés :

- les comptes rendus des inspections communes, les consignes à transmettre et les observations particulières, prévues au 1° de l'article R. 4532-13, que le CSPS fait viser par les entreprises concernées,
- les observations ou notifications qu'il juge nécessaire de faire au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre ou à tout autre intervenant sur le chantier, qu'il fait viser dans chaque cas par les intéressés avec leur réponse éventuelle,
- dès qu'il en a connaissance, les noms et adresses des entrepreneurs contractants, cocontractants et sous-traitants, ainsi que la date approximative d'intervention de chacun d'eux sur le chantier, et par entreprise, l'effectif prévisible des travailleurs affectés au chantier et la durée prévue des travaux. Cette liste est, si nécessaire, précisée au moment de l'intervention sur le chantier et tenue à jour,
- le cas échéant, le procès-verbal de passation de consignes avec le CSPS appelé à lui succéder ou à le suppléer.

A l'issue de chaque réunion, visite ou notification, le CSPS remet une copie du compte rendu au MOA/MOEA, au RMOA et au MOE.

Le CSPS met le RJC à la disposition des intervenants sur le chantier. Il assure, le suivi des actions réalisées, en mentionnant la date et l'entreprise concernée.

Après réception des travaux, le CSPS en remet une copie au Maître d'Ouvrage et conserve ce registre-journal pendant cinq (5) ans.

9.2 Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS)

Le cadre réglementaire de ce document est défini par les articles L4532-8 et R4532-42 à R4532-51 du Code du Travail (dès opération de catégorie 2). En catégorie 3, il est simplifié.

Le CSPS commence à élaborer le PGCSPS dès le début de sa mission. Il définit les principales mesures de prévention en matière de sécurité et de protection de la santé à mettre en place sur le chantier.

En phase de conception, le CSPS effectue, entre autres, une analyse des interfaces et interférences possibles entre les différentes tâches de construction du projet et avec les installations avoisinantes (par exemple : les problèmes de circulation sur le site, de survol des grues, de formation du personnel et du type d'engins nécessaires, ...).

Il précise, en particulier :

- les dispositions générales de sécurité retenues pour le chantier,
- la déclinaison de ces dispositions de sécurité pour les différents corps d'état,
- les modalités pratiques de coopération en matière de sécurité et de protection de la santé,
- les sujétions afférentes à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires et des installations générales, notamment les installations électriques, et mentionne dans les pièces écrites leur répartition entre les différents corps d'état ou de métier qui auront à intervenir sur le chantier,
- les obligations des titulaires des marchés de travaux, et de leurs sous-traitants éventuels en matière de sécurité et de protection de la santé.

Il communique au MOA ou/et MOE, et au RMOA, un exemplaire du projet de PGCSPS dans le mois, qui suit le démarrage de sa mission.

Lorsque l'Avant-Projet Détaillé lui est communiqué, le CSPS finalise le PGCSPS et le transmet au Maître d'Ouvrage pour accord, dans un délai maximum de 15 jours.

En phase de réalisation, le CSPS complète et adapte le PGCSPS en fonction de l'évolution du chantier et en fait mention au Registre Journal de la Coordination. Il communique au fur et à mesure ses nouvelles prescriptions aux titulaires des marchés de travaux, ainsi qu'à tous les sous-traitants et autres intervenants sur le chantier, à la MOA/MOAD, à la MOE et au RMOA.

En fonction des éléments figurant dans les PPSPS des Titulaires des lots de travaux (ainsi que celui de leurs sous-traitants), le CSPS met à jour le PGCSPS, et participe à l'harmonisation de tous les PPSPS entre eux. En ce qui concerne les modalités d'accès au chantier, le CSPS intègre dans le PGCSPS, les dispositions mises en œuvre par le RMOA, pour limiter l'accès au chantier aux seules personnes autorisées.

Chaque version du PGCSPS est transmise au maître d'ouvrage et au RMOA. Ces versions sont conservées par le CSPS pendant 5 ans minimum à compter de la réception de l'ouvrage (le MOA conservera également un exemplaire de chaque actualisation).

9.3 Dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO)

Le DIUO rassemble, d'une manière générale, l'ensemble des dispositions à mettre en œuvre pour faciliter la prévention des risques professionnels, lors des interventions ultérieures sur les ouvrages réalisés, dans le cadre de leur maintenance ou de leur entretien. Ce dernier est rédigé et tenu à jour par le Coordonnateur SPS conformément aux articles L4532-16 et R4532-95 à R4532-98 du Code du Travail.

Le délai contractuel pour l'établissement du DIUO initial est défini dans le CDC du CSPS. De manière générale, il est initié lors de la phase de conception, au plus tard un mois après le démarrage de la mission du CSPS.

Pendant la phase de réalisation, le CSPS complète le DIUO. A cet effet, il collecte, auprès des titulaires des lots de travaux, les documents d'exécution (DOE) nécessaires à son actualisation et précise les prescriptions de sécurité des travailleurs et de protection de la santé associées à la future exploitation de l'ouvrage réalisé.

Le DIUO final sera remis par le CSPS au Maître d'Ouvrage, après la réception de l'ouvrage, en trois exemplaires et au plus tard à la réception finale des ouvrages réalisés. Cette transmission fera l'objet d'un procès-verbal joint au dossier. Il sera complété en tant que de besoin par le CSPS au cours de l'année de parfait achèvement. Il sera transmis au futur exploitant.

En application de l'Article R4532-39 du Code du Travail, une copie du procès-verbal de transmission du DIUO, mentionné à l'article R. 4532-97 ci-après, sera annexée au registre-journal.

9.4 Collège inter-entreprises de la sécurité, de la santé et des conditions de travail (CISSCT)

Pour les chantiers classés en catégorie 1 (voir chap.1.4), la MOA/MOAD doit constituer un CISSCT (Art. R 4532-77 à 94, L 4532-10 à 15 du CdT) au plus tard 21 jours avant le démarrage du chantier. C'est le CSPS qui en assure la Présidence et qui convoque les membres participants. Celui-ci doit être réuni a minima tous les 3 mois en cours du chantier et aussi souvent que nécessaire (à la demande des représentants, des équipes, suite à incident ou accident). Il est destiné à assurer le respect des mesures de sécurité et de protection de la santé applicables au chantier, notamment sur proposition du CSPS. Toutes les entreprises présentes sur le chantier sont représentées lors de cette réunion, par le chef d'entreprise ou son représentant et un salarié de l'EEL désigné par son CHSCT, ou par les délégués du personnel. En cas d'absence, il est choisi parmi les membres de l'équipe engagée sur le chantier de BGC. La présence de la MOA/MOAD, du RMOA, et de la MOE est nécessaire. Chaque réunion est précédée d'une visite du chantier.

9.5 La déclaration préalable

Pour les chantiers de BGC de catégorie 1 et 2 l'opération est soumise à déclaration préalable auprès des autorités compétentes. Cette déclaration est préparée conjointement par le CSPS et le RMOA qui remontent les informations utiles à l'ISE. Ce dernier les adresse aux destinataires réglementairement identifiés à l'Article L4532-1 du Code du Travail (DIRECCTE, OPPBTP, CARSAT ou CRAMIF), dans le délai prévu à l'Article R4532-3 (à la dépose du permis de construire ou au moins trente jours avant le début effectif des travaux). Le CSPS prendra soin de la faire afficher sur le chantier (Article L4532-1 du Code du Travail).

NOTA : le délai de trente jours s'applique en intégrant les travaux d'installation du chantier (mise en place des servitudes, pose des clôtures, livraison et raccordement de la base vie,...). Les travaux préalables (dévoilage de réseaux, élagage, diagnostics hydrogéologiques,...) ne rentrent pas dans ce délai.

9.6 inspections communes de démarrage et complémentaires

En application des articles R 4532-13 et R 4532-14 du Code du travail, préalablement au commencement des travaux, le CSPS organise une inspection commune en présence du Directeur du Centre DIF ou d'un représentant de la MOA/MOAD (ISE, RMOA) visant à :

- Délimiter le chantier (dans ses différentes configurations successives).
- Matérialiser les zones du secteur dans lequel se situe le chantier, qui peuvent présenter des dangers spécifiques pour les travailleurs des entreprises appelées à intervenir.
- Préciser les voies de circulation que pourront emprunter les travailleurs, les véhicules et engins de toute nature des entreprises concourant à la réalisation des travaux.

Il communique aux entreprises appelées à intervenir sur le chantier les consignes de sécurité arrêtées, avec la MOA/MOAD, ou la MOE, et le RMOA en particulier les consignes qu'elles devront donner à leurs travailleurs ainsi que l'organisation prévue pour assurer les premiers secours en cas d'urgence.

L'inspection commune de démarrage est complétée, autant que de besoin, par de nouvelles inspections, lorsque de nouvelles entreprises sont amenées à travailler sur le chantier. A cet effet, le CSPS procède avec chaque entreprise, préalablement à l'intervention de celle-ci, à une inspection commune, au cours de laquelle sont, en particulier, précisées, en fonction des caractéristiques des travaux à exécuter, les consignes à observer ou à transmettre et les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération.

Chaque inspection commune sera réalisée, avant remise du PPSPS, lorsque l'entreprise est soumise à l'obligation de le rédiger, et, a minima, 1 mois avant le début des travaux correspondants.

9.7 Plans particuliers de sécurité et de protection de la santé (PPSPS)

Chaque entreprise, amenée à intervenir dans l'emprise du chantier, fournit au CSPS, un PPSPS quel que soit son statut (co-traitant, sous-traitant, auto-entrepreneur, artisan). De même, les prestataires du CEA, amenés à intervenir régulièrement sur le chantier, transmettent un PPSPS au CSPS (MCO et de dépannage de servitudes, intervention suite à découverte de réseaux,...). Les entreprises rédigent leur PPSPS, en tenant compte des préconisations émises dans les PGCSPS mais également celles du RJC remis à jour pendant le chantier. Il définit les risques apportés par leurs travaux sur le chantier, les risques générés par la co-activité avec les autres corps de métier à proximité, et ceux liés à l'environnement du chantier, pour les réduire et les éliminer autant que possible.

Vérification des PPSPS

A réception, le Coordonnateur SPS vérifie leur conformité avec les dispositions du Plan Général de Coordination.

Le CSPS vérifie, entre autres, que les suggestions afférentes à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires et des installations générales, notamment les installations électriques définies en phase conception, sont bien prises en compte par les entreprises et retranscrites dans leur PPSPS. De même, il vérifie que les consignes particulières de sécurité en cas de départ de feux ou de secours à victimes sont bien intégrées.

Le CSPS vérifie que les modalités d'accès au chantier définies dans le PGCSPS, sont bien prises en compte. Il s'assure que les dispositions sont prises pour que seules les personnes autorisées accèdent au chantier.

Le délai dont dispose le Coordonnateur SPS pour formuler un avis écrit sur chaque PPSPS et le transmettre aux entreprises et au RMOA, à compter de la réception de chaque document, est défini dans le CDC (si possible dans la semaine qui suit sa réception).

Diffusion des PPSPS

Le Coordonnateur SPS transmet, à chaque entrepreneur qui en fait la demande, les PPSPS établis par les autres entrepreneurs. Il transmet également, aux autres entrepreneurs, les PPSPS élaborés par les entrepreneurs chargés du gros œuvre ou du lot principal et de ceux ayant à exécuter les travaux.

Contractuellement, le Maître d'Ouvrage mandate le CSPS pour s'assurer que « l'entrepreneur chargé du gros œuvre ou du lot principal ainsi que celui appelé à exécuter des travaux présentant des risques particuliers figurant sur la liste de travaux prévue à l'article L4532-8 », adressent un exemplaire de leur PPSPS (1), aux organismes prévus aux Articles L4532-1 et R4532-70, a minima 15 jours avant toute intervention sur le chantier.

Etablissement d'un PPSPS type

En prévision d'interventions de sociétés dont l'opération à réaliser est très limitée dans le temps, le CSPS établit un PPSPS type, spécifique à ce type d'intervention et exclusivement réservé à ces dernières. Son application sera néanmoins examinée conjointement, au cas par cas, par le RMOA, la MOA et/ou la MOE.

¹ Ainsi que les avis du médecin du travail et des membres du CSE/CSSCT ou, à défaut, des délégués du personnel, s'ils ont été donnés dans les conditions prévues à l'article R4532-69.

10 AUTRES DISPOSITIONS

10.1 Maîtrise des aspects environnementaux liés à l'activité du chantier de BGC

Une analyse environnementale doit être réalisée afin d'évaluer l'impact ou l'absence d'impact généré par le chantier et par le futur ouvrage afin de définir les dispositions permettant de le maîtriser.

Cette analyse doit comporter a minima les volets suivants :

- géologique / hydrogéologique / hydrologique,
- déchets,
- rejets liquides et/ou atmosphériques,
- substances chimiques et/ou dangereuses mises en œuvre,
- consommations de ressources (gaz, eau, électricité, ...),
- nuisances diverses (bruit, vibrations, odeurs,...).

Cette analyse doit tenir compte des installations et/ou activités/travaux/chantiers environnants en cours ou à venir et présenter les dispositions retenues pour garantir la maîtrise et le respect de l'environnement.

Elle intègre également les situations normales et les situations dégradées durant la phase de chantier puis en phase d'exploitation.

Exemple de dispositions à intégrer dans le dossier de demande d'ouverture du chantier de BGC et à mettre en œuvre pour la maîtrise environnementale du chantier :

- récupération des eaux de chantier, pour éviter qu'elles polluent les nappes phréatiques,
- nettoyage des roues des camions avant sortie du chantier,
- mise en place de bennes étanches au niveau du stockage des déchets pour éviter tout déversement de produits chimiques dans les eaux pluviales,
- gestion des produits chimiques, hydrocarbures nécessaires au chantier en stockage indépendants et sur rétention,
- mise en place d'une gestion des déchets avec un registre des productions tenu à jour de manière hebdomadaire afin de pouvoir transmettre au RMOA des bilans réguliers dont la périodicité sera à définir,
- réalisation de diagnostic amiante avant travaux et éventuellement du traitement de l'amiante présent,
- prise en compte de moyens permettant la limitation du bruit associé au chantier (engins de chantier, circulation de véhicules...).

10.2 Interférences avec les activités d'exploitation du centre

En phase conception, le CSPS et l'ASCE analysent avec la MOAD, la MOE, le RMOA, l'Ingénieur de Sécurité de l'Etablissement et les Chefs d'Installation concernés, les interférences potentielles du chantier avec les activités du centre DIF et les mesures à prendre pour en assurer la sécurité et, ceci, dans les différentes étapes de la réalisation. Le CSPS et l'ASCE proposent une organisation des travaux permettant la continuité d'exploitation en toute sécurité.

En application de l'article R4532-14 du Code du travail, le CSPS tient compte des interférences du chantier avec les activités d'exploitation du centre en proximité immédiate (parking, accès véhicules et piétons,...) pour maintenir et canaliser les flux d'activité du centre.

Dans la mesure où certaines activités du chantier demandent des interventions sur le périmètre des installations en activité, le CSPS, ainsi que les entreprises concernées, la MOE et le RMOA participent à une seconde inspection commune préalable au cours de laquelle est rédigé un plan de prévention (décret de 92) dans le but d'identifier et de gérer les circulations de véhicules et d'engins de chantier, les co-activités et les travaux dangereux, conformément aux articles R-4512-2 et suivants, R-4512-6 et suivants.

Cela concerne, en particulier, les travaux nécessitant des interventions de raccordements, de tests et d'essais, dans les installations adjacentes au périmètre du Chantier de Bâtiment et de Génie Civil.

Cette seconde inspection commune préalable sera organisée, à la demande du RMOA, par les acteurs sécurité des installations adjacentes concernées, 10 jours avant le démarrage des interventions.

10.3 Vérification de la bonne application des dispositions de sécurité sur le chantier

Le CSPS veille à l'application stricte des mesures de coordination qu'il a définies dans le PGCSPPS et reprises dans les PPSPS, notamment lors de l'installation du chantier, ainsi qu'au démarrage des travaux et lors des changements de configuration du chantier (fin de phase/début de phase chantier). Il se fait aider par l'ASCE qui surveille au quotidien la sécurité du chantier de BGC.

NOTA : La notion de criticité de travaux (au sens de la sécurité et de la protection de la santé) est laissée à la seule interprétation du CSPS sur la base des éléments présentés par les entreprises de travaux. Néanmoins, le RMOA transmet les exigences sécurité en vigueur sur le Centre. Il peut donc demander au CSPS, pour une opération donnée, d'intégrer des exigences CEA parmi celles qu'il émet au sens de la criticité.

10.4 Visite du CSPS et de l'ASCE sur le chantier

Pendant la phase de réalisation, le CSPS est tenu d'assister à la totalité de la réunion de chantier et devra également participer à la visite de chantier qui aura lieu en début de réunion : il doit faire part de ses remarques ou observations aux participants.

Le CSPS est présent régulièrement sur le chantier, au minimum une fois par semaine, et si possible en dehors des jours consacrés aux réunions, dans le créneau horaire correspondant à l'activité du chantier (en général entre 7h30 et 17h30, sauf période d'horaires étendus éventuelle), afin de veiller au respect de la sécurité et des consignes du PGCSPPS pendant toute la durée du chantier. Cette présence sur le chantier doit correspondre à une véritable visite du chantier et non à des réunions en salle.

La présence du Coordonnateur SPS est renforcée pendant les phases importantes du chantier. Il en sera de même pour des opérations exceptionnelles de réalisation telles que des opérations de levage ou manutention particulières ou encore des étapes critiques de travaux.

Le CSPS rédige systématiquement des comptes rendus de ses visites de chantier et des réunions de chantier auxquelles il a assisté. Dans le cas où des observations de sécurité sont à prendre en compte par une entreprise non représentée, il adresse immédiatement ses remarques écrites au correspondant absent, avec enregistrement dans le RJC.

L'ASCE est présent quotidiennement sur le chantier, si possible en préalable de l'entrée en chantier de BGC, ainsi qu'à la mise en place des équipes. Il peut participer à la causerie sécurité organisée par chaque entreprise. Il s'organise pour rencontrer régulièrement les différents acteurs du chantier (le RMOA, le CSPS,...) et rendre compte au CSPS et au RMOA de ses observations et constats en matière de sécurité. Il doit également participer à toutes les réunions de chantier. Enfin, il rédige mensuellement son rapport d'activité et le remet au RMOA.

10.5 Autorité du CSPS et de l'ASCE sur le chantier

Le CSPS est le seul interlocuteur vis-à-vis des différents intervenants sur le chantier, en matière de coordination de la sécurité et de la protection de la santé.

Le marché, contracté avec le CEA, lui donne l'autorité nécessaire pour l'organisation et la mise en œuvre de la coordination des activités simultanées et successives des différentes entreprises présentes sur le chantier.

A cette fin, le CSPS veille scrupuleusement à l'application des mesures de coordination qu'il a définies dans le Plan général de coordination. Il doit rappeler à l'ordre les entreprises qui y contreviennent. Il intègre ses observations ou injonctions dans le RJC. Il assure le suivi du plan d'actions des entreprises qu'il trace également dans le RJC.

Le CSPS et l'ASCE informent le Maître d'Ouvrage, le RMOA et la MOE, de tout non-respect des mesures de coordination définies dans le Plan général de coordination. Ils disposent de l'autorité nécessaire pour suspendre toute activité jugée en situation de danger grave et imminent.

10.6 Traitement d'événements en phase de réalisation (CSPS et ASCE)

Le CSPS est habilité à ordonner l'interruption des travaux, dès qu'il juge la situation critique. Il devra immédiatement informer le Maître d'Ouvrage, la MOE et le RMOA et lui fournir les raisons pour lesquelles il a pris cette décision.

En cas de danger grave et imminent, au même titre que le CSPS, l'ASCE et le RMOA doivent demander l'arrêt immédiat des activités de chantier concernées.

Le CSPS veille, en relation avec l'ASCE, à ce que les entreprises qui sont à l'origine de l'arrêt des travaux prennent, dans un délai raisonnable, les mesures propres à faire éliminer le danger, ou proposent des mesures de prévention et de protection satisfaisantes pour en limiter les risques.

Le CSPS prononce la reprise des travaux après constat de mise en place de ces mesures. D'une manière générale, le CSPS et l'ASCE, doivent rendre compte au RMOA, de toutes difficultés rencontrées.

En cas d'accident ou de presque accident ainsi qu'à l'occasion de tout incident ou événement significatif, le CSPS et/ou l'ASCE devront informer la MOE et le RMOA dès que l'événement est porté à leur connaissance. Une analyse devra être faite par le CSPS et l'ASCE, en relation avec le chargé de prévention hygiène sécurité environnement (HSE, préventeur, chargé de sécurité...) de l'entreprise concernée. Cette analyse est transmise au RMOA sous 72 heures.

11 ROLES ET MISSIONS DES ACTEURS EN MATIERE DE SECURITE

11.1 MOA / MOAD

Le Maître d'Ouvrage (MOA) des projets est le Commissariat à l'Energie Atomique et aux énergies alternatives (CEA), donc la Direction des Applications Militaires (DAM), pour le Centre DIF. Par délégation, la Maîtrise d'Ouvrage Déléguée du projet (MOAD) est confiée à une Direction d'Objectifs, pour le pilotage du projet (contrôle budgétaire, management, contrôle d'avancement) et au Directeur du Centre DAM-Ile de France, pour l'organisation et le contrôle de la sécurité du chantier.

Pour chaque projet, le Pilote Stratégique (Directeur de la DOB concernée) rédige une spécification de management qui prend en compte les exigences du client, les objectifs (coûts, délais, performances), les contraintes externes et le référentiel applicable, la politique industrielle...

Les interfaces entre les programmes, dont le CEA/DAM assure la maîtrise d'ouvrage déléguée, sont identifiées par les DOB et les modalités de gestion de ces interfaces sont précisées dans les spécifications de management. Le chef de projet concerné s'assure que les modalités spécifiées sont mises en œuvre et que les besoins de communication et d'échanges d'informations sont correctement pris en compte.

Une équipe Projet comporte : le Chef de Projet (CP) rattaché à la DOB, le Chargé d'Affaires (CA) du Centre, une équipe d'assistance au chef de projet en interne et/ou en externe DAM. Lorsque cette assistance reste en interne DAM, le CA s'appuie sur les Départements compétents du Centre qui désignent l'Ingénieur d'Affaire du projet.

11.2 Missions de l'Ingénieur d'Affaire du Projet

L'ingénieur d'Affaire du projet (pilote opérationnel du projet) coordonne les actions à mener pour répondre aux objectifs techniques, sécuritaires, budgétaires et calendaires établis par la MOA/MOAd. Il rédige une note d'organisation définissant la stratégie industrielle relative à la conduite du projet. Il planifie et suit l'ensemble des activités techniques relatives à son affaire : ingénierie, conception, définition, dimensionnement, réalisations, travaux, essais, réception, transfert à l'exploitant... Pour cela, il met en place les contrats des titulaires compétents : architecte et/ou entreprise de maîtrise d'œuvre, entreprises des lots de travaux dont il assure le pilotage technique et contractuel.

D'un point de vue sécurité, l'Ingénieur d'Affaire lance, dès la phase de conception, les consultations relatives à la mise en place des missions de Contrôleur Technique (CT) conformément aux articles L111-23 à 26 et R111-38 du code de la construction et de l'habitation et à la norme NF P03-100.

Ces missions sont également dimensionnées au regard de l'éventuel impact que peut générer la réalisation de l'ouvrage sur son environnement direct (stabilité des constructions environnantes, proximité d'installations individuelles, INB, ICPE, ...).

Pour les ouvrages à risque particulier (laboratoire, animalerie, hall d'essai, bâtiment de grande hauteur,...) ou recevant du public (ERP) l'Ingénieur d'Affaire en lien avec le préventeur incendie de la FLS s'organise pour mandater un CSSI (voir chap. 2.9). Il prévoit également la mission du bureau de Contrôle qui réalisera les vérifications réglementaires initiales des équipements mis en place par les entreprises de lots de travaux.

11.3 RMOA

Au Centre DIF, le Directeur du Centre exerce les attributions de la maîtrise d'ouvrage en matière de sécurité (R14). A cette fin, il désigne un représentant sur le chantier, auquel il délègue les responsabilités de la maîtrise d'ouvrage en matière de sécurité des biens et des personnes. Il le nomme dès la phase conception du projet (en phase APS).

Le RMOA met en place les mesures requises, inhérentes à la réglementation de chantier de BGC et s'adjoint les compétences d'un Coordonnateur Sécurité et de la Protection de la Santé (CSPS) et d'un Assistant Sécurité Chantier et Environnement (ASCE). Il est responsable de la mise en place de ces missions et de leur pilotage pendant la durée des phases de conception et de réalisation du chantier de BGC. Ces missions prévoient l'arrivée du CSPS dès la phase d'Avant-Projet Détaillé (APD) et celle de l'ASCE en fin de phase conception en préalable du démarrage des travaux préparatoires relatifs à l'installation du chantier BGC.

Le RMOA assiste aux différentes réunions de projet, dès la phase d'étude et de conception, pour que soient évoquées et intégrées les prescriptions de sécurité associées à la réalisation de l'ouvrage. Lors des études d'exécution, avec le soutien de l'ISE, il s'assure du respect de la réglementation relative à la conception des locaux de travail (éclairage, chauffage, ventilation, sanitaires...).

Pendant cette période, le RMOA, assisté du CSPS, prépare la déclaration préalable réglementaire (chantier de catégories 1 et 2 uniquement), qu'il transmet à l'ISE pour envoi aux autorités concernées (DIRECCTE, OPPBTP, CARSAT ou CRAM/CRAMIF). Celle-ci sera affichée au niveau de l'accès au chantier (pour les modalités d'affichage applicables, se rapprocher de l'ISE).

La MOA, la MOE (si interne CEA) et le RMOA préparent, conjointement, le dossier de CLS et le transmettent au secrétaire de la CLS ou CLVS.

11.4 ISE

Les missions de l'ISE sont décrites dans la Circulaire DAM n° 416 du 23/06/2006.

Il exerce dans ces domaines une mission de soutien et de conseil aux Unités de l'établissement ainsi qu'une mission générale de contrôle. Il représente le Directeur vis-à-vis de l'inspection du travail et des différentes autorités. L'ISE représente également le Directeur du Centre lorsque le CSPS réalise son Inspection Commune de démarrage. Il réalise des contrôles de second niveau et des visites de

sécurité, en cours de chantier, pour vérifier que l'organisation du chantier, répond aux attentes de la Commission Locale de Sécurité (CLS) ou Commission Locale de Visite de Sécurité (CLVS), et à la Note d'organisation de sécurité du projet.

11.5 CSE

Les missions de la CSE sont décrites dans la Circulaire CEA/DIF/Y n° 40/2010 du 15/09/2010.

Elle assure le secrétariat de la CLS et suit les prescriptions et recommandations techniques formulées en séance.

Elle réalise régulièrement des visites, audits et contrôles de second niveau pour le compte du Directeur de centre, pour les domaines de la sûreté et de l'environnement.

11.6 Les acteurs sécurité des Installations du Centre DIF

Sur le plan de la sécurité et de la protection de l'environnement, le Centre est découpé en plusieurs installations (bâtiment, laboratoire, unité de fabrication, utilité ...) et chacune est placée sous la responsabilité d'un Chef d'Installation (CI), nommé par le directeur de Centre (en accord avec DSSN) duquel il reçoit délégation pour mettre en œuvre les actions nécessaires à la maîtrise des risques de son périmètre. Le CI a autorité sur l'ensemble des prestations réalisées dans ses installations : travaux, prestations de service, prestations intellectuelles... A ce titre, le CI peut interdire ou faire suspendre toute opération s'il considère que les risques pour la sécurité des personnes, des biens ou de l'environnement ne sont pas maîtrisés. Il est assisté dans sa mission par un Ingénieur Sécurité d'Installation (ISI). (Pour mémoire, les missions du CI sont annexées à sa lettre de nomination).

Lorsque l'ouvrage réalisé est versé dans le périmètre d'une installation existante, son exploitation est assujettie à l'actualisation du périmètre confié au CI concerné et à son ISI. Ce dernier présente le dossier de demande d'autorisation d'exploitation conformément au PAI.

Lorsque l'exploitation de l'ouvrage conduit à la création d'une nouvelle installation, les acteurs sécurité sont nommés conformément au référentiel CEA, de préférence avant la CLS ou CLVS ou VS de mise en exploitation.

Pour mémoire, le CSPS et l'ASCE peuvent être en interface avec un ou plusieurs Chefs d'Installations responsables des périmètres adjacents à la zone du chantier de BGC.

11.7 MOE

La MOE est responsable vis-à-vis, du MOA ou du MOAD, des prestations suivantes :

- études d'avant-projet et de projet (APS, APD, PRO),
- intégration des aspects de sûreté et de sécurité dans ces études,
- planification, de la coordination et du pilotage du Projet (mission OPC),
- réalisation des études d'exécution,
- visa des documents d'exécution (VISA),
- direction de l'exécution des contrats de travaux (mission DET),
- réception des travaux (OPR),
- contrôle de la constitution des dossiers des ouvrages exécutés (DOE) par les entrepreneurs, y compris lors des essais, jusqu'à la fin de garantie de parfait achèvement.

Selon le montage retenu pour l'organisation et la gestion de la conception et de l'exécution de l'ouvrage, la MOE peut être assurée par :

- le Pilote opérationnel du projet (Ingénieur d'Affaire) (STL ou DP2I), désigné par la MOA/MOAD,
- un architecte,
- une entreprise spécialisée en maîtrise d'œuvre (bureau d'ingénierie),
- un groupement d'entreprise dont l'un des co-titulaires assure cette fonction.

La MOE pourra ne pas être la même entre la conception et la réalisation. Si elle est CEA, elle peut s'adjoindre différents bureaux d'études spécifiques (BET) lors de la phase conception et s'appuyer

éventuellement sur une Assistance à la Maîtrise d'Œuvre (AMOE) dans le cadre de certaines de ses missions.

Ces missions devront être détaillées et identifiées, avant la phase de réalisation, dans l'organisation du projet, en particulier pour les missions d'OPC et de DET dans lesquelles la responsabilité en matière de sécurité de la MOE est engagée.

Les deux missions clefs de la MOE qui impactent la coordination de la sécurité du chantier sont :

- **La mission OPC**, qui consiste à coordonner les différentes interventions des professionnels du BTP afin de garantir à la MOA les délais d'exécution définis avant le début du chantier ainsi que la meilleure organisation possible pour les travaux entrepris, dans le respect des principes généraux de prévention.
- **La mission DET**, qui assure que les documents d'exécution ainsi que les ouvrages en cours de réalisation, respectent les dispositions des études effectuées, dont celle des conditions de sécurité et d'hygiène des futurs locaux de travail.

La MOE associe le CSPS au déroulement des études, dès la phase conception, en lui transmettant tous les documents y afférant et lors de la réalisation des ouvrages à exécuter. Elle doit faciliter son intervention dans toutes les phases de chantiers et relayer auprès des entreprises toutes les remarques que le CSPS aura inscrites dans son RJC, ainsi que celles de l'ASCE en phase réalisation pour que ces dernières y répondent le cas échéant.

11.8 CSPS

La mission de CSPS débute à la date de la notification du marché et se termine au plus tard à l'issue de la mise en exploitation des ouvrages réalisés.

Dans le cadre de ses responsabilités légales, le MOA, via le RMOA, confie au CSPS, la coordination de la sécurité et de la protection de la santé du chantier de BGC (voir en particulier les articles L4531-1 à L4535-1 et R. 4532-1 à R4535-13 du code du travail). Son rôle consiste à prescrire aux entreprises, sous-traitants inclus, ainsi qu'aux travailleurs indépendants amenés à intervenir sur le chantier de BGC, les recommandations de prévention de sécurité et de santé au travail afin de prévenir les risques résultant de leurs interventions simultanées ou successives et de prévoir, lorsqu'elle s'impose, l'utilisation des moyens communs tels que les infrastructures, les moyens logistiques et les protections collectives.

Avant le démarrage des travaux, il recueille les informations utiles à la rédaction de la demande d'autorisation réglementaire préalable au démarrage des travaux (chantier de BGC de catégorie 1 et 2 uniquement) et les transmet au RMOA.

Il s'assure également que les dispositions sont prises pour que seules les personnes autorisées accèdent au chantier de BGC.

Le CSPS intervient dès de la phase de conception, au moment de l'APD. Il participe à la validation des dossiers d'étude de la MOE. A ce titre, la MOA/MOAO et/ou la MOE, lui communique les dossiers d'Avant-Projet, afin qu'il les examine. Il établit, au regard des interventions ultérieures sur l'ouvrage, un rapport critique de ces documents et propose le cas échéant les compléments de conception adaptés à l'exploitation future de l'ouvrage réalisé. Le CSPS remet par ailleurs, par écrit à la MOA/MOAO et/ou MOE, copie au RMOA, toutes les remarques et suggestions de sécurité relatives à la réalisation de l'ouvrage (Avis APD/DCE).

Le CSPS arrête les mesures générales de prévention en concertation avec le RMOA et la MOE afin de prévenir les risques liés à la conception, à la réalisation, à l'entretien et à la maintenance de ou des ouvrages réalisés.

Dans le cadre de la mission qui lui incombe, le CSPS veille à la mise en œuvre des principes généraux de prévention, définis au « Chapitre I : Principes de prévention » du « Titre III : Bâtiment et génie civil » du Code du Travail (Articles L4531-1 à L4531-3, ainsi qu'à l'Article L4121-2) et rappelés ci-dessous.

Il veille à ce que la MOA/MOAH, la MOE, le RMOA et, en réalisation, les entreprises concernées par le chantier respectent les 9 principes généraux de prévention, suivants :

- éviter les risques,
- évaluer les risques qui ne peuvent pas être évités,
- combattre les risques à la source,
- adapter le travail de l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment d'atténuer le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé,
- tenir compte de l'état d'évolution de la technique,
- remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux,
- planifier la prévention en visant un ensemble cohérent, qui intègre dans la prévention la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants, notamment les risques liés au harcèlement moral et au harcèlement sexuel, tels qu'ils sont définis aux articles L1152-1 et L1153-1 du Code du Travail,
- prendre les mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle,
- Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

Pour cela, le CSPS s'attache en particulier à :

- ce que les principes généraux de prévention soient pris en compte dès la conception des ouvrages, et tout le long du chantier,
- la définition claire des rôles et responsabilités de chaque intervenant lors de la conception et lors de la réalisation de l'ouvrage,
- la coordination et la planification des interventions simultanées ou successives afin de prévenir les risques liés à la co-activité,
- la prise en compte des interférences entre le chantier et les activités d'exploitation du site, ainsi que celles des autres chantiers éventuels à proximité,
- réaliser toutes les inspections communes avec chaque EEI présentes sur place et à compléter son PGSPS,
- l'harmonisation des PPSPS des EEI entre eux et en lien avec le PGSPS,
- définir la mise en place et l'installation des moyens mis en commun, comme les protections collectives, les appareils de levage, les accès provisoires, et les installations générales, en particulier les installations électriques,
- s'assurer des dispositions prises permettant le contrôle des accès au chantier,
- l'intégration dans la conception des ouvrages des dispositions destinées à faciliter et sécuriser les interventions ultérieures sur celui-ci, retranscrit dans le DUIO,
- visiter régulièrement le chantier (1 fois / semaine minimum et si possible en dehors des jours consacrés aux réunions) et autant que nécessaire dans les étapes de mise en route ou celles dites dangereuses, et participer aux réunions organisées par le MOAH ou le MOE,
- signaler aux responsables des entreprises tout manquement constaté aux mesures de prévention prescrites par la réglementation, inscrites dans le PGSPS et les PPSPS, retranscrit dans le RJC,
- assurer, pour les travaux complémentaires non initialement prévus, la coordination des mesures de sécurité entre les entreprises intéressées,
- constituer le CISSCT, en assurer la réalisation et le suivi pour les opérations de catégorie 1,
- conseiller toute mesure utile à l'hygiène des travailleurs et à la prévention des maladies professionnelles,
- analyser tout incident ou accident ayant lieu sur le chantier, en lien avec l'ASCE et rendre compte au RMOA.

Le CSPS ne peut se substituer aux autres intervenants. Son intervention ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités, qui incombent à chacun des intervenants (y compris CEA), en application des dispositions du Code du Travail.

11.9 ASCE

L'Assistant Sécurité Chantier et Environnement peut être un salarié CEA, nommé par la MOA, à condition que ce dernier soit reconnu compétent dans la gestion des risques d'un chantier de bâtiment et de génie civil. Le plus souvent, le RMOA fait appel à un prestataire qualifié en la matière.

Il veille en particulier à la bonne application des prescriptions, émises lors de la CLS, complétées par celle du RMOA, et du CSPS. A la différence du CSPS, il est au quotidien présent sur le chantier et son activité ne se limite pas à gérer la co-activité interentreprises, mais à rappeler également aux responsables des entreprises extérieures leurs obligations en matière de sécurité.

L'ASCE veille en particulier à :

- contrôler le respect des règles de sécurité et de protection de l'environnement par les différents intervenants, sur le lieu de l'opération (en adéquation au PGCSPPS et aux PPSPS en particulier),
- s'assurer du port des EPI des différents intervenants sur le chantier,
- vérifier qu'un accueil sécurité est fait pour chaque intervenant des EEI, en particulier que chacun ait reçu de la part de leur employeur les bonnes consignes,
- s'assurer de la conformité, des outillages, engins et équipements de chantier,
- vérifier que les matériaux employés et les pratiques des entreprises ne portent pas atteinte à l'environnement,
- attirer l'attention des entreprises du chantier sur l'application des règles et l'emploi des dispositifs de sécurité,
- identifier les travaux dangereux et faire établir les procédures SPS correspondantes par les intéressés,
- préparer les permis de feux, les demandes d'inhibition de la DAI hors travaux par point chaud et réaliser les protocoles de sécurité dans le cadre des manutentions, qu'il remet à la signature du RMOA,
- diffuser les affiches et consignes de sécurité,
- recueillir les éléments qui permettront l'analyse de tout accident et presque-accident ainsi que tout incident ou événement significatif et les transmettre, au CSPS, au RMOA et au MOE, et participer au traitement de l'événement,
- s'assurer du bon fonctionnement des dispositions nécessaires,
- vérifier le registre des entrées et sorties, pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier,
- vérifier le contenu du classeur de chantier dans lequel doit se trouver le PGC, tous les RJC, les habilitations des intervenants, les documents de conformité des engins de chantier et le faire compléter si nécessaire,
- s'assurer que la sécurité des personnes circulant autour du chantier (piétons, véhicules) est bien assurée,
- coordonner le reporting des incidents et accidents, et du nombre d'heures travaillées par entreprise,
- enregistrer quotidiennement ses observations sur un tableau de suivi,
- proposer au CSPS et au RMOA des actions nécessaires envers les entreprises pour le respect de la sécurité et de l'environnement.

L'ASCE rend compte de sa mission à la fois au RMOA et au CSPS. Enfin, il les alerte sans délai en cas de situation dangereuse mal maîtrisée ou de difficulté à faire respecter les règles de sécurité sur le chantier.

11.10 Mission de gardiennage

Une Mission de gardiennage ou équivalente est mise en place par le RMOA pour contrôler à tout moment, en heures ouvrées, les accès du chantier. Un registre des accès (entrée/sorties des piétons et des véhicules) doit être ouvert par le titulaire. Ce dernier le renseigne, contrôle et autorise l'accès aux seules personnes autorisées par l'ingénieur d'affaire (pilote opérationnel du projet). Il assure une ronde le soir afin de vérifier qu'il n'y a plus personne sur le chantier, avant d'en fermer les accès. Il informe la FLS que tous les ouvriers, lui compris, ont quitté le chantier. Cette mission peut être réalisée par un salarié d'entreprise de gardiennage de préférence ou par un salarié d'une entreprise

mandataire d'un groupement ou de l'entreprise générale dès lors qu'un salarié est affecté à plein temps à cette seule fonction et que sa suppléance est organisée.

En aucune façon cette action ne peut entrer dans les missions de l'ASCE.

11.11 CT

La mission de contrôleur technique est mise en place par la MOA/MOAd.

Le Contrôleur Technique (CT) a pour mission, conformément aux articles L111-23 à 26 et R111-38 du code de la construction et de l'habitation, de contribuer à la prévention des différents aléas techniques susceptibles d'être rencontrés dans la réalisation des ouvrages et, ceci, afin d'éviter tout sinistre. Il intervient à la demande de la MOA afin de lui donner son avis sur les problèmes d'ordre technique définis dans le cadre de son contrat.

Cet avis porte notamment dans les domaines (liste non exhaustive) :

- de la solidité des ouvrages constitutifs ou indissociables au bâtiment (Mission L),
- de la solidité des ouvrages indissociables et dissociables (Mission LP)
- du maintien des ouvrages existants et avoisinants (Mission LE, et/ou AV),
- des conditions d'accessibilité et d'adaptation des constructions pour accueillir des personnes handicapées (Mission HAND),
- de la sécurité des personnes dans les bâtiments relevant du code du travail (incendie, circulation, dégagement, alarmes) (Mission STI), ou d'habitation (Mission SH), ou recevant du public (Mission SEI), ou en cas de séisme (Mission PS)
- du fonctionnement des installations (installations électriques, de chauffage, de ventilation..) (Mission F),
- de l'isolation thermique (Mission TH),
- et d'isolation acoustique (Mission PHa) des ouvrages autre qu'habitation (Mission PHh, pour ceux d'habitation)
- Récolement des procès-verbaux d'essais et de vérifications d'autocontrôles des installations techniques (Mission PV)
- autres.....

Ces missions se déroulent dès la conception et jusqu'à la fin des travaux et aident la MOA/MOAd dans le choix des dispositions à retenir dans ces domaines. Tous les documents de conception et d'exécution lui sont soumis, pour avis, par la MOA et/ou la MOE. Il peut s'occuper également de réaliser les visites initiales, avant réception, si demandé dans son marché (Mission VIEL ou CONSUEL) ou être demandé à un autre bureau de contrôle.

Le rôle et les attributions du CT sont décrits dans la norme NF P 03-100.

11.12 CSSI

La mission du Coordonnateur du Système de Sécurité Incendie (CSSI) peut être nécessaire, voire obligatoire, à partir de la phase de conception (analyse du besoin, choix du type de SSI nécessaire suivant l'ouvrage à réaliser, conception de son architecture). En phase de réalisation, il assure le suivi d'exécution pour garantir la cohérence technique et fonctionnelle du SSI. En phase de réception, il assure la réception technique du SSI, dresse le procès-verbal associé et établit le dossier d'identité du SSI.

Il garantit ainsi la conformité des installations au regard de la réglementation incendie pour les bâtiments spécifiques (ERP, IGH..) ou présentant des risques particuliers (INB, INBS, ICPE, Laboratoire ou Animalerie, ...). L'analyse de conformité inclue également les dispositions constructives associées à la sécurité incendie (dégagements, issues de secours, unités de passage, signalétique, affichages...).

Le rôle et les attributions du CSSI sont décrits dans la norme NF 61-931 de février 2014.

Le préventeur incendie de la FLS doit, a minima, être consulté dès la conception pour déterminer si cette mission de CSSI est nécessaire ou s'il réalise lui-même l'analyse des besoins, en termes de sécurité incendie.

11.13 EEI

Il s'agit des entrepreneurs chargés de réaliser les travaux et de leurs sous-traitants éventuels. Ceux-ci ont été désignés à l'issue de la consultation via un dossier de consultation des entreprises (DCE). Pour la phase de réalisation de l'ouvrage, le montage industriel peut-être différent d'un projet à l'autre. Les travaux du chantier de BGC peuvent être confiés à une Entreprise Générale tous corps d'état avec ou sans sous-traitants, à un Groupement d'Entreprises avec un mandataire principal des cotraitants et des sous-traitants, ou bien à des entreprises indépendantes avec ou sans sous-traitants. Une personne de l'Entreprise générale peut-être désignée pour réaliser la mission d'OPC à la demande de la MOE ou de la MOA. Dans la négative, cette mission est confiée par la MOA/MOAD ou la MOE CEA à une entreprise spécialisée.

Chaque entreprise est responsable de la sécurité de son personnel et celle de ses sous-traitants, ainsi que de l'application des principes généraux de prévention. Pour respecter leurs obligations réglementaires, les entreprises présentes sur le chantier désignent comme interlocuteur du CSPS, de l'ASCE et du RMOA, un responsable du respect et du suivi de l'hygiène, de la sécurité et de l'environnement sur le chantier.

Pour des raisons de disponibilité et pour ne pas être en conflit entre les impératifs liés à la sécurité et ceux liés à l'avancement du chantier, cet interlocuteur ne peut être ni un conducteur de travaux, ni un chef de chantier.

Pour ce qui est de la sous-traitance, la Direction du centre DIF souhaite une limitation à deux niveaux de sous-traitance (titulaire+2). Ce point devra apparaître dans le CDC des entreprises consultées.

11.14 CPDS

Lors de la mise en place ou de l'intégration de nouveaux procédés faisant suite à un chantier de bâtiment et/ou de génie civil, où les risques prépondérants ne relèvent plus de ceux de cette catégorie de chantier, le décret 94-1159 n'est plus applicable. Le MOA ou MOAD doit désigner un chef de projet délégué à la sécurité (CPDS), dès que l'autorisation de sortir du chantier de bâtiment et de génie civil a été actée, suite à une CLS ou CLVS ou VS à définir. Le CPDS peut être le futur Chef d'Installation s'il le souhaite. Il fait le lien entre l'Ingénieur d'Affaire (Pilote du Projet) et le futur Chef d'Installation si différent, jusqu'à la réception finale de l'ouvrage et l'autorisation de sa mise en exploitation.

11.15 CS

Lors de la phase d'intégration des nouveaux procédés, il peut être décidé de désigner un coordinateur sécurité (CS). Si le CEA ne dispose pas, en interne, d'un préventeur qualifié en matière de risques liés à l'intégration de ces procédés, le RMOA peut prévoir ce suivi dans les missions de l'ASCE mises en place à l'occasion du chantier de BGC. Il peut également faire appel à un autre prestataire. Le CS assure une mission d'assistance pour la surveillance active du chantier, en matière de sécurité et d'environnement, du même type que celle de l'ASCE, dans le cadre de travaux en Plan de Prévention. En interne CEA cette personne peut être un des acteurs sécurité de la future installation ou un autre acteur sécurité du site dès lors qu'il est compétent dans le domaine.

12 GLOSSAIRES & DEFINITIONS

Liste explicative des sigles et mots clés utilisés dans cette Note

AMOE	Assistance à la Maîtrise d'Œuvre	GMAO	Gestion Maintenance Assistée par Ordinateur
AOR	Assistance aux Opérations de Réception	IA	Ingénieur d'Affaire ou Pilote de Projet opérationnel
ASCE	Assistant Sécurité Chantier et Environnement	IC	Inspection Commune
AQ	Assurance de la Qualité	ICT/INB	Installation à Caractère Technique du type Installation Nucléaire de Base
AVP	Etudes d'Avant-Projet	IGH	Immeuble de Grande Hauteur
APS	Avant-Projet Sommaire	INB	Installation Nucléaire de Base
APD	Avant-Projet Détaillé	INBS	Installation Nucléaire de Base Secrète
ASI	Animateur Sécurité d'Installation	ISE	Ingénieur Sécurité d'Etablissement
BET	Bureau d'Etudes Techniques	ISI	Ingénieur Sécurité d'Installation
BGC	Bâtiment et Génie Civil	MCO	Maintien en Condition Opérationnelle
BTP	Bâtiment et Travaux Publics	MOA	Maître d'Ouvrage
CA	Chargé d'Affaires	MOAD	Maître d'Ouvrage Délégué du projet
CEA/DIF	Centre CEA/DAM Ile-de-France	MOE	Maître d'Œuvre
CD	Confidentiel Défense	OPR	Opérations Préalables à la Réception
CDC	Cahier Des Charges	PAI	Processus d'Autorisations Internes
CGA	Conditions Générales d'Achat du CEA	PGCSPS	Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé
CEA	Commissariat à l'Energie Atomique et aux Energies Alternatives	PPSPS	Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé
CI/CIS	Chef d'Installation/C.I suppléant	Presqu'accident ..	Situation qui aurait conduit à l'accident si des conditions favorables n'avaient pas permis de l'éviter (Institut Français de la démarche qualité en santé). Evènement inattendu et soudain mais qui n'entraîne aucun dommage (INRS).
CISSCT	Collège Interentreprises de Sécurité de Santé et des Conditions de Travail	RJ ou RJC	Registre Journal de la Coordination
CLS	Commission locale de Sécurité	RMOA	Responsable sécurité de la Maîtrise d'Ouvrage
CLVS	Commission locale de Visite de Sécurité	SD	Secret Défense
CS	Coordonnateur Sécurité	SPS	Sécurité et Protection de la Santé
CP	Chef de Projet	VS	Visite de Sécurité
CPDS	Chef de Projet délégué à la Sécurité	VISA	Visa des documents d'exécution
CSE	Cellule Sécurité d'Etablissement	VRD	Voirie et Réseaux Divers
CSE/CSSCT	Comité Social et Economique /Commission Santé, Sécurité et Conditions de Travail	VRI	Vérification Réglementaire Initiale
CSPS	Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé	VRP	Vérification Réglementaire Périodique
CSSI	Coordonnateur du Système de Sécurité Incendie		
CT	Contrôleur Technique		
CdT	Code du Travail		
DCE	Dossiers de Consultation des Entreprises		
DIUO	Dossier d'Intervention Ulérieure sur les Ouvrages		
DOE	Dossier des Ouvrages Exécutés		
DP	Déclaration Préalable		
EEL	Entreprises Extérieures Intervenantes		
ERP	Etablissement Recevant du Public		
EVRP	Evaluation des Risques Professionnels		

DIFFUSION

DESTINATAIRE :

- Mmes et MM. les chefs de Département (DASE, DCRE, DCSA, DP2I, DSSI, DPTA, DSTG)
- Monsieur le chef de l'UPN-DIF
- Monsieur le chef du LRT
- Monsieur le chef du STL
- Mmes et MM. les chefs d'Installation titulaires et suppléants
- Mmes et MM. les Ingénieurs de Sécurité de Département et d'Installation

COPIES :

- DAM/DQSCG
- DIF/ED
- DIF/ED/CSE
- DIF/ED/ISE

*** Document diffusé en pdf**